



LA REPRESSION DU FEMINISME EN CHINE

EN QUOI L'ACTIVISME FEMINISTE EST UN REMPART A UNE NOUVELLE
MOBILISATION FORCEEE DES FEMMES CHINOISES

Mémoire réalisé par Alice Apostoly
Master 2 Géopolitique & Prospective
Sous la direction de Monsieur Emmanuel Lincot
Chercheur associé au sein de l'IRIS



我想出门不害怕

想美丽不被骚扰

请保护我别困住我

为何我失去自由

快醒醒吧抓住他犯错的人不是我

I want to take back the night

And to be beautiful and free from harassment

Please empower me but don't prison me

Why do you take my freedom from me?

Snap out of it! Catch the perpetrator- not me.

Table des matières

Introduction

PARTIE 1

L'arrestation des Feminist Five, symbole de la lutte des femmes pour leurs droits

- A. Portrait d'une nouvelle génération à l'activisme pragmatique
 - 1. Une nouvelle génération du féminisme chinois
 - a. Une relation de méfiance avec les instances étatiques
 - b. Une démographie différente
 - 2. Un activisme conforme aux strictes lois chinoises en matière de liberté d'expression
 - a. Des campagnes pragmatiques au répertoire d'actions axé sur le « *street-based behavioral art* »
 - b. Internet et les nouveaux médias : l'artère de la lutte
 - c. Transnationalisme et convergence des luttes

PARTIE 2

L'autoritarisme patriarcal face à la crise démographique

- A. Un gouvernement réticent à la notion d'égalité femmes-hommes
 - 1. Xi Jinping : la figure paternelle d'une idéologie conservatrice
 - 2. Une répression brutale contre les activistes féministes
- B. Une crise démographique sans précédent ou une crise de plus ?
 - 1. Plusieurs facteurs contribuent au phénomène de la « *gray wave* »
 - 2. Les femmes, une variable déterminante

Conclusion

Introduction

« Ne me dites pas que les femmes n'ont pas l'étoffe des héros » écrit Qiu Jin, poétesse féministe et révolutionnaire à la fin du XIX^{ème} siècle. Alors qu'elle se battait pour l'émancipation des femmes et l'égalité femmes-hommes, les militantes féministes d'aujourd'hui ont pris la relève. Elles sont particulièrement actives depuis 2012, année considérée comme « la première année de l'activisme chinois » selon Zheng Churan, militante. En effet, les militantes se sont appropriées de nouveaux outils et de nouvelles stratégies afin de revendiquer l'égalité dans tous les domaines et la fin des violences faites aux femmes. Alors que la Chine se dit engagée dans la lutte, il règne une omerta de masse autour des violences sexuelles, et une banalisation des violences domestiques. Une omerta qui commence à se briser depuis l'apparition des réseaux sociaux et l'utilisation qu'en font les militantes. D'abord, ils permettent la diffusion de faits divers qui choquent le public : ils désamorcent une campagne artistique sur le sujet et un débat public. Ensuite, elles s'organisent, en Chine comme à l'étranger, et partagent leurs expériences, leurs idées. C'est ainsi que #MiTu a pu prendre de l'ampleur et déstabiliser les instances étatiques. Bien que la censure se renforce, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, internet est devenu une arène politique, et les 4 millions de publications sous l'hashtag n'ont pas pu simplement effacées. Elles dénoncent également de nombreuses violences et injustices à travers la performance artistique de rue, performance qu'elles relaient ensuite sur les réseaux sociaux et dans les médias privés.

Cet activisme démarre à l'aube d'une campagne étatique de planification familiale. Suite à l'efficacité de la politique de l'enfant unique, la population chinoise vieillit, mais vieillit trop vite. En effet, d'ici 2050, un tiers de la population aura plus de 65 ans. Le pays devient vieux, avant de devenir riche. Le système de pensions de retraites est défectueux et les parents investissent toutes leurs épargnes dans l'éducation de leurs enfants mais la proportion de jeunes actifs sera trop basse pour assurer la charge des retraites. Alors que le pays a besoin d'un taux de natalité de deux enfants par femme, les jeunes femmes des villes refusent de devenir mères. Pire, les militantes féministes célèbrent ce mode de vie : jeune, diplômée, salariée et sans enfant. Les jeunes femmes sont presque encouragées à ne pas entrer dans le carcan de la famille hétérosexuelle traditionnelle, alors que le gouvernement de Xi Jinping tente de stimuler le taux de natalité à travers la honte de ne pas être épouse et

mère. Depuis 2007, le terme *shengnü* est omniprésent dans les médias d'état : articles, affiches, séries. Littéralement traduit par « fille qui reste », il dépeint une femme d'une trentaine d'années qui n'est pas mariée et qui n'a pas d'enfant. Elle serait laide, égoïste, superficielle mais surtout seule. Bien que peu de jeunes femmes se retrouvent dans ce portrait, elles sont soumises à une pression de la part des parents et de l'entourage qui craignent pour l'image que la famille renvoie.

Elles ont pourtant des raisons évidentes à ne pas fonder une famille : difficulté de garder son emploi après l'annonce d'une grossesse, difficulté d'équilibrer carrière et famille, charge des tâches domestiques, conditions matérielles dépendantes du mari. Bien que ce soient des faits récurrents depuis les années 1980, le gouvernement ne compose avec que depuis 2013. Il va célébrer la féminité chinoise « de la nouvelle ère » : une femme au foyer, mère modèle, bonne maîtresse de maison, épouse soumise, heureuse entourée d'enfants. Dans l'espoir de raviver une fibre nationaliste, il promeut la famille « harmonieuse », donc traditionnelle, qui assure la stabilité et l'ordre du pays.

Alors qu'un certain nombre de femmes et s'inquiètent de devenir une *shengnü* la All-China Women Federation (ACWF) mets en place en 2017 des cursus qui forment les jeunes femmes aux tâches domestiques, comme la cuisine ou la couture. La ACWF est un organe du Parti Communiste Chinois (PCC) dont la gouvernance traite exclusivement des intérêts féminins, et de la cause des femmes. Créé en 1949, en même temps que la République Populaire de Chine de Mao, elle met en place la Loi sur le Mariage qui garantit un mariage consensuel, la liberté de divorce et l'égalité entre l'époux et l'épouse. L'efficacité de l'ACWF à représenter et défendre les femmes chinoises s'est érodée au fur et à mesure que les dirigeants chinois ont cessé de prétendre qu'ils se souciaient de l'égalité femmes-hommes. Le classement du World Economic Forum l'illustre parfaitement, la Chine est placée 100^{ème} sur 144 en termes de parité de genre en 2017 alors qu'elle était classée 54^{ème} en 2008. L'émancipation de la femme était pourtant une revendication phare de la révolution de 1911 et 1919, événements qui ont marqué la chute de la Chine impériale millénaire et l'avènement d'une République de Chine égalitaire et indépendante. L'égalité de genre a ensuite été le socle de la République Populaire de Chine, assurant à toutes les femmes du pays l'accès à l'éducation et à l'emploi. Pourtant les injustices que vivaient les femmes chinoises de l'époque sont relativement les mêmes : discrimination, écarts de salaire, harcèlement, violences sexuelles...

Sans le vouloir, les militantes féministes jouent au bras de fer avec un gouvernement conservateur sur fond de crise démographique qui affaiblirai la Chine et impacterait l'économie mondiale. En effet, ces activistes ne sont pas dissidentes : les revendications qu'elles présentent ne remettent ni en cause le Président Xi Jinping, ni la ligne politique du Parti. Les campagnes qu'elles organisent tournent autour de problématiques générales auxquelles toutes les femmes chinoises peuvent s'identifier comme le harcèlement sexuel dans les transports ou le temps d'attente pour les toilettes publiques. Elles deviennent, sans trop le vouloir, des ennemies politiques dont certaines d'entre elles seront emprisonnées. Se déroule actuellement en Chine un duel entre une idéologie progressiste et socialiste qui replace la classe comme déterminants de privilèges, et un traditionalisme conservateur qui, à l'instar des dirigeants antérieurs, assimile le féministe à une conviction bourgeoise.

Cette opposition influence le taux de natalité des femmes chinoises, variable cruciale pour la crise démographique à venir. Mais en quoi cet activisme féministe, qui mobilise les femmes à dénoncer les injustices qu'elles subissent et à vivre insoumises des traditions, représente un rempart à une nouvelle planification des naissances, présentée comme un retour aux valeurs traditionnelles chinoises ? Dans un premier temps, nous présenterons les femmes qui militent activement depuis 2012 à travers leur éducation et leur relation avec les instances d'états puis leurs stratégies de mobilisation autour de la performance artistique et des réseaux sociaux. Dans une deuxième partie, nous analyserons les éléments qui constituent cette campagne pro-nataliste. Elle tourne autour de la personne de Xi Jinping lui-même, qui représente la répression violente de ces activistes. Nous placerons ensuite le contexte de cette crise démographique en démontrant les facteurs qui l'engendrent et la solution qu'est l'exploitation des femmes, la même solution de pour toutes les crises de la Chine contemporaine.

Partie 1 : L'arrestation des Feminist Five, symbole de la lutte des femmes pour leurs droits

En mars 2015 sont arrêtées pour trouble à l'ordre public les *Feminist Five*, cinq jeunes femmes chinoises.

Ce jour-là, afin de marquer la Journée de la Femme du 8 mars, Li Maizi, Wei Tingting, Zheng Churan, Wu Rongrong et Wang Man préparent, avec d'autres militantes, une action de distribution d'auto-collants dénonçant le harcèlement sexuel dans les transports en commun. Ce n'est pas leur première action : depuis le début des années 2010, de nombreuses jeunes femmes rejoignent des associations de défense des droits des femmes et participent à des actions ponctuelles contre les violences faites aux femmes, par des Organisations Non-Gouvernementales (O.N.G.) ou des associations étudiantes. Bien qu'elles aient déjà été des figures importantes au sein de leurs propres réseaux, ce n'est qu'après leur arrestation en 2015 que ces cinq jeunes activistes sont devenues les symboles d'une nouvelle génération de féministes (新生代 *xin shengdai*).

Alors que le Parti Communiste Chinois (P.C.C.) pensait étouffer ce mouvement en expansion en emprisonnant quelques militantes, il a en réalité déclenché une plus large mobilisation en faveur de leur libération, mais aussi de leurs revendications. De nombreuses jeunes femmes se sont ainsi rapprochées d'associations œuvrant pour les droits des femmes, alors que des organisations non-gouvernementales, tant chinoises qu'internationales, témoignaient de leur soutien. Ces arrestations a également enflammé les réseaux sociaux, même si les messages de soutien et les hashtags #Freethethefive ont assez vite été contenus par le pouvoir en place.

Cette dynamique de communication et de prise de conscience, bien que mise en place dès 2008 avec la montée en puissance des réseaux Weibo et WeChat, a connu un tournant décisif en 2012, avec ce que Zheng Churan a appelé "*La première année du mouvement féministe en Chine*". C'est cette année-là que les premières actions de rues sont organisées et relayées par les médias mainstream, et ceci marque l'ascension d'une nouvelle génération de féministes: celles qui ont su faire entendre leurs revendications en mobilisant l'opinion publique.

L'étymologie même du mot "féminisme" en chinois, tel qu'utilisé par les médias, reflète cette évolution¹. Lors du mouvement révolutionnaire du 4 mai 1919, c'est le mot *nüxing*, qui signifie la femme en tant que sujet, qui était utilisé, jusqu'à ce qu'il soit remplacé pendant l'ère Mao par le mot *funü*, qui signifie la femme comme une catégorie politique. Aujourd'hui, ces femmes se revendiquent *nüquan*, féministes: tout d'abord, elles se distinguent de leurs prédécesseuses par leur relation aux instances de l'Etat, leur perception de la condition de la femme dégradée et une affirmation de leur différence générationnelle. Mais aussi, sur le plan opérationnel, elles structurent leur lutte au travers d'un répertoire d'actions diversifié, par exemple basé sur les performances artistiques, pour contourner la censure, supporté par une excellente connaissance des réseaux sociaux, et par un réseau qui s'étend jusqu'à l'étranger.

A. Portrait d'une nouvelle génération marquée par un activisme pragmatique

1. Une nouvelle génération du féminisme chinois

Appelées la "nouvelle génération" ou 新一代 (*xin yidai*), les féministes chinoises d'aujourd'hui se mobilisent plus que jamais face aux violences faites aux femmes et à l'inégalité de genre qu'elles subissent au quotidien. Comme elles n'ont aucun soutien politique, ces jeunes femmes, militantes dans des organisations non-gouvernementales, se structurent et redéfinissent leurs causes et leurs revendications en fonction de l'actualité nationale et internationale, mais aussi des limites posées par le P.C.C. en termes de capacité de mobilisation et d'expression politiques, et bien sûr du potentiel de soutien populaire de leurs campagnes.

Principalement des jeunes femmes (âgées d'une vingtaine à une trentaine d'années), les activistes féministes d'aujourd'hui se réclament d'un mouvement plus jeune, plus radical, plus offensif quye celui de leurs aînées. Le nom même du mouvement qu'elles incarnent traduit un changement d'approche dans la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes: alors que les premiers mouvements féministes de la Chine postsocialiste relevaient du 女性主义 (*nüxing zhuyi*, la doctrine féminine), les féministes actuelles se définissent comme 女权主义 (*nüquan zhuyi*, la doctrine du droits/pouvoir aux femmes)².

¹ Sue Thornham, Feng Pengpeng, "Just a Slogan", *Feminist Media Studies*, 10:2, 2010, pages 195-211

² Qi Wang, "Young Feminist Activists in Present-Day China - A New Feminist Generation?", *China Perspectives*, Numéro 2018/3, Pages 59-68.

a. Une relation de méfiance envers les institutions étatiques

Les participantes aux mouvements féministes des années 1990 et 2000 sont appelées la *génération de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes à Pékin*, un évènement – qui s’est déroulé du 4 au 15 septembre 1995 – qui a marqué l’ascension des O.N.G. spécialisées dans la défense des droits des femmes et œuvrant à l’institutionnalisation de ces structures au sein des sphères politiques chinoises. Cet évènement diplomatique s’est conclu sur la présentation du Programme d’Action, un ensemble d’actions et d’objectifs définis pour améliorer l’autonomisation des femmes et des filles ainsi que l’égalité femmes-hommes, auxquels les Pays-Membres devaient répondre tous les cinq ans. Il était alors question de faire coexister et collaborer d’une part les O.N.G. plaidant pour les droits des femmes et d’autre part les instances du pouvoir chinoises. De fait, cette génération de féministes disposaient de deux moyens d’action: militer auprès des représentants du Parti, et pour celles qui disposaient de compétences professionnelles spécifiques, mener des activités de lobbying³. Ces O.N.G. pouvaient maintenir ce statut car elles étaient référencées auprès de l’organe étatique All-China Women Federation, établi en 1949 puis converti en O.N.G. en 1976.

Bien qu’étant une structure qui regroupe et soutient aujourd’hui près de 6.000 associations, et qui supporte de nombreux programmes permettant l’accès des filles et des femmes à l’éducation et à l’emploi, l’A.C.W.F. ne fait pas l’unanimité auprès de la génération des jeunes féministes. En effet, l’A.C.W.F. s’est montrée plutôt docile envers le Parti: ainsi, elle ne peut plaider librement pour les droits des femmes chinoises dans le cas où celles-ci sont visées par une politique particulière du Parti, comme en témoignent ses prises de positions lors de l’annonce de la politique de l’Enfant Unique. Alors qu’elle se questionnait sur l’impact de cette politique sur le droit reproductif des femmes, elle n’a finalement condamné que les actions coercitives imposées aux femmes afin qu’elles n’aient qu’un enfant. De même, plus récemment, l’A.C.W.F. a participé à la campagne de masse organisée par le P.C.C. sur les *"leftover women"* et a relayé de nombreux articles la supportant, comme "Les femmes qui se marient tard ne doivent pas laisser *tard* devenir *jamais*" en 2013⁴. Cette docilité est structurelle: elle découle du pouvoir très limité des

³ Li Jun, Li Xiaoqin, "Media as a core political resource: the young feminist movements in China", Chinese Journal of Communication, Volume 10, 2017, Pages 54-71

⁴ Leta Hong-Finscher, "Leftover Women: The Resurgence of Gender Inequality in China", 2014, London/New York, Zed Books.

employés de l'A.C.W.F. dès sa création, mais aussi de leur implication : les fonctionnaires du P.C.C. n'ont jamais eu un quelconque intérêt dans les questions d'égalité des genres, et leurs rares initiatives étaient ignorées. Malgré la position affichée par le Parti et par son leader Mao Zedong, se présentant en faveur de l'égalité femmes-hommes, la cause des femmes a été longtemps négligée – puis totalement évacuée par la Révolution Culturelle et la primauté de la lutte des classes.

De plus, l'arrivée d'internet a changé la donne, comme l'explique Lü Pin, journaliste et militante féministe qui a débuté sa carrière dans la lutte pour les droits de la femme peu avant la Quatrième Conférence sur les Femmes de 1995. Alors rédactrice pour *China Women's News*, un magazine qui "sert de pont entre le Parti et les femmes chinoises"⁵, Lü Pin a pu constater que les femmes investies dans la lutte pour l'égalité femmes-hommes étaient peu nombreuses, et ce jusqu'à la fin des années 2000 : n'étaient alors impliquées que des personnalités académiques et des fonctionnaires, tous issus des villes. Ainsi, les femmes chinoises n'étaient pas informées et sensibilisées aux problématiques globales d'injustice qui les frappent mais étaient assurées par le Parti qu'il s'efforçait d'améliorer leur condition. Ainsi, le Parti était la seule source de données sur les violences sexuelles, et par ailleurs beaucoup dénonçaient les chiffres publiés comme étant sous-évalués.

En 2009, Lü Pin crée la newsletter *Feminist Voices* (女权之声), qui devient vite l'un des media les plus populaires de Chine en matière de droits des femmes. Ce site internet, présent sur Sina Weibo jusqu'à sa suspension en 2018, est devenu un réservoir d'information sur le sujet, et a supporté la création d'une communauté de jeunes femmes qui s'engagent désormais de manière individuelle. Les militantes ne dépendent alors plus d'associations, d'instances étatiques ou d'O.N.G. pour agir: il est alors possible de diffuser ses idées et ses opinions sur l'actualité depuis son compte Weibo, d'interpeller des représentants via des lettres ouvertes, et d'organiser des actions de rue avec d'autres internautes.

Et aujourd'hui les jeunes femmes veulent agir.

L'égalité femmes-hommes s'est dégradée depuis les années 1990. Alors qu'en 1990, les femmes gagnaient moyenne 77,5% du salaire d'un homme, elles n'en gagnent plus que

⁵ Entretien avec Lü Pin avec Leta Hong-Finscher, « Betraying Big Brother »,

67% en 2010⁶. Le taux d'emploi a également baissé de façon significative : alors qu'il s'établissait à 76% de la main d'œuvre disponible en 1990, il est de 61% en 2010 (contre 81% pour les hommes)⁷. Selon le rapport analysant l'écart de revenu selon le genre du site de recrutement zhipin.com⁸, les trois principaux facteurs expliquant cet écart seraient dans l'ordre le secteur, le poste et l'ancienneté. Les femmes seraient plus enclines à travailler dans le Marketing et l'Administration (des emplois plus stables mais moins bien rémunérés) alors que les hommes suivent des filières comme l'ingénierie ou la technologie, domaines très rémunérateurs. La discrimination et les poids des clichés que subissent les femmes les empêchent d'accéder à des postes à responsabilité : selon une étude de l'A.C.W.F. et du National Bureau Statistic (N.S.B), les femmes chinoises vivant dans les zones urbaines occupent 60% des emplois les moins rémunérés, ce taux montant à 66% dans les zones rurales⁹. Enfin, le mariage et la procréation sont des freins traditionnels à la carrière des femmes, en leurs imposant un retard de plusieurs années d'expériences professionnelles par rapport à leurs maris. L'éducation est considérée comme un travail de mère, et cette perception s'impose dès la naissance : le congé maternité varie dans les régions, de 90 jours à 190 jours, mais il n'en est pas prévu pour le père dans la loi. Dans la même lignée, les dispositifs d'aide aux mères au travail, notamment les garderies subventionnées, ont disparu lors des réformes des années 1990, limitant mécaniquement l'éventail de choix de carrière pour les mamans chinoises, particulièrement celles qui n'ont qu'un revenu précaire.

L'écart de richesse entre les femmes et les hommes s'est également aggravé, en tandem avec les réformes économiques libérales mises en place dès 1980. Le contexte économique et politique de l'ère Mao ne permettait in-fine qu'une inégalité de richesse limitée entre femmes et hommes : une économie planifiée requérant à l'époque une main d'œuvre importante, donc paritaire. Hélas, passées les années 1980, la privatisation de ces entreprises d'état qui assuraient une parité relative, le surplus de personnel sur le marché du travail, donnent lieu à un mode de recrutement soumis aux biais sexistes. Alors que la recherche de profits devient l'unique objectif, employer une femme signifie devoir payer des

⁶ Yang Yao, "Pay gap still wide between men and women despite improvements", le 13 mars 2015, disponible sur : https://usa.chinadaily.com.cn/epaper/2015-03/13/content_19803414.htm

⁷ La Division Asie de Human Rights Watch, "'Only Men Need Apply' - Gender Discrimination in Job Advertisements in China", 23 Avril 2018, disponible sur : <https://www.hrw.org/report/2018/04/23/only-men-need-apply/gender-discrimination-job-advertisements-china>

⁸ Liu Ming and Wang Yifan, "China's gender pay gap widens in 2018: Report", China Daily, 07 Mars 2019, disponible sur : <https://www.chinadaily.com.cn/a/201903/07/WS5c80dc02a3106c65c34ed5dd.html>

⁹ A.C.W.F. and NBS, "Main Data Report on the Third Survey on Social Status of Chinese Women", 2010

congés maternité et autres prestations sociales, la crèche par exemple¹⁰. Les femmes ont ainsi été les premières limogées, et aujourd'hui, les dernières employées.

Ces biais sexistes sont d'autant plus encouragés que les valeurs traditionnelles confucéennes, dictant ce qu'une femme se doit d'être, connaissent aujourd'hui une résurgence visible: les positions affichées de Xi Jinping, et les campagnes du P.C.C. incitant les femmes à jouer pleinement leur rôle de mères. Ce néo-libéralisme s'exprime également par un changement d'idéal féminin: pendant près de cinquante ans, la femme chinoise idéale était une femme "qui est capable de faire tout ce qu'un homme peut faire", souvent traduit par un déni de féminité. La "valeur" d'une femme ne se mesurait pas à sa beauté mais à sa volonté de se sacrifier pour le peuple: aucune imagerie féminine n'était alors permise¹¹. Les féministes de la nouvelle génération sont, elles, soumises à des standards de beauté auxquels leurs mères n'étaient pas confrontées: être grande, être fine, avoir la peau claire, être maquillée, être habillée selon la mode. Cette nouvelle image de la femme chinoise moderne induit des dépenses de soins de beauté et de vêtements – l'effet recherché étant d'inciter la classe moyenne, en pleine croissance, à la consommation. Structurellement, un système capitaliste est un système qui exacerbe les inégalités de richesses entre les personnes, et inévitablement les inégalités de genre.

En addition des réformes économiques liées à la libéralisation du marché économique chinois, certaines politiques internes ont fortement impacté les femmes chinoises, et les ont empêché de jouir de la plus importante accumulation de richesse en biens immobiliers de l'histoire.

Depuis 1980, la demeure familiale appartenait d'office aux deux époux, assurant les droits de propriété et une autonomie économique aux deux parties. Or, traditionnellement, seul le nom du mari est mentionné sur le bail, fournir un foyer étant un prérequis au mariage pour l'homme. En 2011 est votée une interprétation de la Loi Mariage de 1980, stipulant que la propriété achetée avant le mariage revenait à l'acheteur au moment du divorce. Une épouse dépend dorénavant du bon vouloir de son mari, pour qu'il accepte d'ajouter le nom de son épouse sur le bail ou pas. Selon l'étude d'Emma Zang, 9% des maris ont ajouté le

¹⁰ Zheng Wang, "Feminist Struggles in a Changing China", du recueil "Women's Movements in the Global Era The Power of Local Feminisms", 2018, page 167

¹¹ Wenqi Yang, Fei Yan, "The annihilation of femininity in Mao's China: Gender inequality of sent-down youth during the Cultural Revolution", 2017, China Information, 31(1), pages 63–83.

nom de leurs épouses sur le bail, 3% ont transféré la propriété à leur épouse, 29,5% ont transféré la propriété à leurs enfants¹². La hausse du prix de l'immobilier étant de 10% par an depuis 2003, on estime aujourd'hui la richesse foncière à 43 trillions de dollars en 2017¹³. Cette situation est d'autant plus grave que le nombre de divorces augmente sans cesse: en 2019, 4 millions de couples chinois ont décidé de mettre un terme à leur mariage¹⁴. Dans un pays où l'immobilier représente 70% du patrimoine personnel¹⁵, cette réforme est une véritable défaite pour les femmes.

A ces dégradations des droits des femmes, au cours de ces dernières années, s'ajoutent la banalisation et la persistante impunité des violences commises envers les femmes. Les violences domestiques ne sont punies par la loi que depuis 2016 et ce après deux décennies de plaidoyers de la part des militantes féministes. Cette loi n'est cependant qu'à moitié satisfaisante, car d'une part elle ne mentionne pas les violences sexuelles et économiques, et d'autre part elle n'assure pas l'établissement et l'organisation des instances d'autorités, pourtant nécessaires à la prévention des violences domestiques et la prise en charge des victimes. Alors que l'A.C.W.F. estime dans une étude de 2010 qu'une femme sur quatre est victime de violences conjugales¹⁶, on ne peut que redouter une sous-estimation de ce chiffre, principalement à cause du silence qui entoure les victimes. En règle générale, une victime se tait à cause de la honte, de sa dépendance économique auprès de l'agresseur, les conséquences d'une procédure - privation de liberté, isolement, protection des enfants, peur des représailles. En Chine, les violences conjugales sont minimisées, même par les autorités : il serait en fait question d'une dispute qui a mal tourné, d'un sujet privé de dispute qui ne regarde que les parties concernées, parfois même une marque d'intimité (illustré par le célèbre dicton *da shi xing ma shi ai* 打是疼 骂是爱 – l'équivalent de *Qui aime bien châtie bien*). Seules quelques affaires particulièrement violentes font sensation dans les médias,

¹² Mike Cummings, "Study shows effects of Chinese divorce law on women's wellbeing", Yale News, 24 Janvier 2020, disponible sur : <https://news.yale.edu/2020/01/24/study-shows-effects-chinese-divorce-law-womens-wellbeing#:~:text=In%202011%2C%20China's%20Supreme%20Court,houses%20were%20considered%20joint%20property.>

¹³ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres/New York, 2018, page 128

¹⁴ Chauncey Jung, "With New Divorce Rule, China Further Pushes 'Family Values'", The Diplomat, 3 juin 2020, disponible sur : <https://thediplomat.com/2020/06/with-new-divorce-rule-china-further-pushes-family-values/#:~:text=China's%20divorce%20rate%20has%20been,decided%20to%20end%20their%20marriages.>

¹⁵ Yu Xie, Yongai Jin, "Household Wealth in China", Chinese Sociological Review, 47(3), 2015, pages 203–229.

¹⁶ Jiang Yue, "Head of Division of Women's Interest and Right", All-China Women's Federation, 2011, disponible sur http://www.humanrights.cn/cn/zt/qita/rqzz/2011/6/t20120111_838287.htm.

comme l'histoire de Zhang Xiaoyan. Après plusieurs années de violences subies, elle est empoisonnée par son mari: son entourage au complet était témoin du comportement violent de son mari mais personne n'a réagi, et Zhang refusait d'aller voir la police par peur que son mari ne s'en prenne à ses enfants. Il n'a été condamné qu'à 7 mois de prison. De nombreuses histoires similaires peuvent être trouvées sur Internet (grâce à des hashtags ou des enquêtes) et la majorité d'entre elles ont en commun l'inaction des services de police lors d'un signalement ou leur empressement à enjoindre la victime à se réconcilier avec leur agresseur, comme en témoigne Kim Lee lorsqu'elle dépose plainte pour violence contre son ex-mari¹⁷.

Les violences sexuelles sont également passées sous silence, tout d'abord à cause du tabou qui entoure les sujets relatifs au sexe en Chine, mais également à cause d'une culture du viol particulièrement ancrée dans les comportements. La victime doit garder cet épisode pour elle, au risque d'être stigmatisée et déshonorée par ses pairs; la responsabilité revient toujours à la victime, qui doit prouver qu'elle a fait tout ce qu'elle pouvait pour se défendre et empêcher l'agression de se produire – un héritage de la tradition féodale confucéenne de soumission de la femme à l'homme. Sans blessures, il est très difficile de valider une plainte. De ce silence découle une impunité générale des violences. Selon une enquête des Nations Unies axée sur l'Asie orientale et Pacifique¹⁸, un homme chinois sur cinq admet avoir commis au moins un viol au cours de sa vie, et presque la moitié reconnaît avoir été violent physiquement avec ses partenaires – sachant que seulement 25% des hommes accusés de viol sont arrêtés¹⁹. Pourtant le gouvernement chinois s'enorgueillit de n'avoir que peu de plaintes déposées pour viol, et prétend que le viol ne concerne que 2,1 personnes sur 100.000. Il redirige aussi l'attention sur des pays tels que l'Inde, où le viol serait plus fréquent et violent, désamorçant les revendications féministes avec l'argument fallacieux qu'il y a pire ailleurs²⁰. Les instances étatiques font d'autant plus défaut aux victimes que le viol marital

¹⁷ Evan Osnos, "A Landmark Domestic-Violence Case in China", the New Yorker, 5 février 2013, disponible sur : <https://www.newyorker.com/news/evan-osnos/a-landmark-domestic-violence-case-in-china>

¹⁸ Fulu, E., Warner, X., Miedema, S., Jewkes, R., Roselli, T. and Lang, J. "Why Do Some Men Use Violence Against Women and How Can We Prevent It? Quantitative Findings from the United Nations Multi-country Study on Men and Violence in Asia and the Pacific", 2013, UNDP, UNFPA, UN Women and UNV.

¹⁹ Ai Ping, "Tough facts about rape in China", ChinaDaily, 28 Juillet 2014, disponible sur : http://www.chinadaily.com.cn/opinion/2014-07/28/content_17942252.htm

²⁰ Bethany Allen-Ebrahimian, "China Refuses to Admit It Has a Rape Problem. I Would Know.", Foreign Policy, 25 octobre 2017, disponible sur : <https://foreignpolicy.com/2017/10/25/china-refuses-to-admit-it-has-a-rape-problem-i-would-know/>

n'est pas puni par la loi, et qu'ainsi les autorités sont réticentes à prendre en compte ce type de plaintes.

Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle impacte aussi les enfants. Jusqu'en 2015, la définition légale d'un viol sur enfant était "d'avoir un rapport sexuel avec une prostituée mineure" ²¹ : cette formulation, humiliante et culpabilisante, a fait qu'aucune famille ne pouvait porter plainte sans de lourdes conséquences. Est aussi ajoutée en 2015 la notion de viol sur une personne du même genre : avant 2015, les petits garçons ne pouvaient donc pas être considérés comme victimes. Alors qu'aucune étude nationale n'a été menée sur le sujet du viol, quelques chiffres sur les violences sexuelles sur les mineurs ont été publiés, et ce après que de nombreux scandales de viols à l'école aient enflammé les réseaux sociaux. Les chiffres disponibles sont ridiculement bas : pour 1,4 milliards d'habitants, la Chine reporte 11.519 affaires jugées sur la période 2015 à 2018 ²²... Or, selon Shang Xiaoyuan, chercheur au Centre de recherche sur la Famille et les Enfants de l'Université Normale de Pékin, des études indépendantes estiment à 30 millions le nombre d'enfants qui subiraient au moins des attouchements ²³, majoritairement des filles, un chiffre très sous-évalué compte tenu de l'immense difficulté à dénoncer ces violences (stigma et honte que ressent la victime et sa famille, qui souvent se refuse à se diriger vers les autorités) et à les faire condamner (incitation des autorités et impératifs de discrétion, les familles choisissant de régler le litige en médiation). Selon l'Université de Sécurité Publique de Chine, pour chaque cas reporté, au moins sept autres ne le sont pas ²⁴.

La propension à ces violences et l'inaction des instances étatiques (y compris celles-ci même destinées à les prévenir et les punir) a découragé les militantes à se tourner vers des représentants politiques : naturellement, l'inefficacité d'un féminisme institutionnel, incarné par l'A.C.W.F., a produit une nouvelle génération de militantes. Celles-ci veulent rester indépendantes des institutions afin de suivre leur agenda politique le plus librement possible,

²¹ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres/New York, 2018, page 143.

²² Alice Yan, "Millions of children in China 'victims of sexual assault'", South China Morning Post, 31 mai 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3012658/millions-children-china-victims-sexual-assault>

²³ Alice Yan, "Millions of children in China 'victims of sexual assault'", South China Morning Post, 31 mai 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3012658/millions-children-china-victims-sexual-assault>

²⁴ Xinhua News, "Underage victims of sexual assault struggle to be heard in China", globaltimes.cn, 13 juin 2016, disponible sur : <https://www.globaltimes.cn/content/988057.shtml>

et leurs actions sont individualisées : plaider auprès des élites politiques ne répond pas aux besoins urgents de combattre les violences sexuelles, ces élites étant essentiellement composées d'hommes conservateurs et traditionnels. Il faut ainsi savoir que les femmes ne représentent actuellement que 24% des membres du Congrès National Chinois et 9% des membres du Comité Central²⁵. De plus, aucune femme n'est élue au sein du Politburo ou en tant que Secrétaire d'un des 31 Comités du Parti des Provinces (fonction qui représente un véritable tremplin politique en Chine)²⁶.

b. Une démographie différente

L'âge et l'expérience de vie de cette nouvelle génération de militantes féministes jouent également dans cette fracture avec leurs aînées, entre ces deux courants²⁷. Nées à partir des années 1980, elles sont toutes issues de familles contraintes par la politique de l'enfant unique. Appartenant à la génération de l'Enfant-Roi, ces jeunes femmes ne prennent pleinement conscience des inégalités de genre que lors de leurs études. L'accès à l'éducation était garanti, pour la plupart d'entre elles, car sur elles reposaient le futur et la prospérité de leurs familles: il en résulte, pour ces femmes qui pour beaucoup sont diplômées et ont une carrière, une certaine émancipation. Alors que le gouvernement Xi Jinping promeut des valeurs conservatrices et un discours patriarcal très prononcé, et alors que le Parti enchaîne les campagnes pro-natalistes, en attisant la crainte des jeunes filles de devenir une 剩女 *sheng nü*, une vieille fille, ces jeunes femmes refusent de se plier au carcan de la famille hétérosexuelle traditionnelle chinoise, d'où une confrontation avec les instances étatiques en matière de droits des femmes. Aujourd'hui, les femmes aspirent à faire carrière et vivre leur vie dans le confort, sans le fardeau de s'occuper d'un homme et d'une famille.

On parle de cette génération comme de la "jeune génération", la plupart des militantes ayant une vingtaine d'années. La jeunesse a toujours été un vecteur de changement social (en témoignent les différentes révolutions chinoises du 4 Mai 1919 et les manifestations de la place TianAnMen, menées par des étudiants aspirant à un modèle de société plus

²⁵ Reality Check, "Reality Check: Does China's Communist Party have a woman problem?", bbc.com, 25 Octobre 2017, disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-asia-41652487>

²⁶ Cheng Li, "Status of China's women leaders on the eve of 19th Party Congress", Brookings, 30 mars 2017, disponible sur : <https://www.brookings.edu/opinions/status-of-chinas-women-leaders-on-the-eve-of-19th-party-congress/>

²⁷ Qi Wang, "Young Feminist Activists in Present-Day China - A New Feminist Generation?", China Perspectives, Numéro 2018/3, Pages 59-68.

démocratique). Les jeunes générations acceptent moins bien les normes et pressions qu'ont subis leurs aînés, et c'est exactement le même schéma pour ces étudiantes qui refusent de vivre les mêmes violences que les femmes plus âgées de leurs familles. Là encore, la notion confucéenne d'harmonie familiale, reposant sur la soumission de la femme à son mari, engendre mécaniquement une normalisation des violences domestiques, tant de la part du mari qui considère que ces violences sont partie intégrante de la vie de famille, que de la part de la femme qui ne veut pas perturber la stabilité familiale – et donc de la communauté²⁸.

De plus, elles sont confrontées directement à l'inégalité femmes-hommes à l'université, lieu où elles commencent à militer au sein d'associations estudiantines. Qu'il s'agisse de discrimination lors des entretiens d'admission, de harcèlement et de violences sexuelles de la part de camarades de classe, d'anciens élèves ou de professeurs, elles luttent contre leur quotidien. La vague #MeToo a d'ailleurs débuté sur les campus, les étudiantes étant les premières à s'emparer de l'hashtag. Elle a permis de lever le voile sur les violences que subissent les étudiantes sur leur lieu d'étude grâce à des publications sur les réseaux sociaux – malgré la censure de l'hashtag – et une vague de plaintes déposées auprès des universités concernées, pour certaines les plus prestigieuses du pays. Rares sont les études permettant de capturer un aspect de ces violences, comme notamment celle menée par Guangzhou Gender Education Center en 2016²⁹, publiée ensuite sur WeChat. Ayant collecté près de 6.592 réponses, dont 580 ont conduit à une interview, cette enquête démontre que le harcèlement est monnaie courante dans les milieux universitaires mais que la honte que subit les victimes conduit à des résultats sous-évalués. Parmi les témoignages recueillis de cette étude, des jeunes femmes racontent être moquées et *shut-shamed*³⁰ pour être sorties le soir, les agressions sexuelles sur le campus et les tentatives de viol par un professeur mentor. L'organisme sera fermé en 2018 sur ordre du Parti.

Les études supérieures représentent aussi une pression sociale particulière pour ces femmes, qui souhaitent étudier après leur Master et réaliser un Doctorat. En plus des comportements déplacés, voire punissables, de certains directeurs de thèses, la pression de fonder une famille s'intensifie. Une femme qui obtient un doctorat est une femme qui donc

²⁸ Sophie Mak, "China's Hidden Epidemic: Domestic Violence", The Diplomat, 06 Avril 2020, disponible sur : <https://thediplomat.com/2020/04/chinas-hidden-epidemic-domestic-violence/>

²⁹ GuangZhou Gender Education Center, "A report on Sexual Harassment on Chinese College Campus", Octobre 2016, disponible sur : <https://mp.weixin.qq.com/s/dcUTEFKX8SNkKg0RHda61Q>

³⁰ *Slut-shame* : stigmatiser et culpabiliser une femme dont l'attitude ou l'apparence physique serait jugé comme sexuellement suggestive. Cette notion entretient l'idée que le sexe est dégradant pour une femme.

aura un enfant tardivement, si elle arrive à trouver un fiancé ; dans l’imaginaire collectif chinois, une femme qui fait de longues études devient forcément une *shengnü*, une femme qui n’est pas mariée après 27 ans et dont personne ne voudrait. Seuls 39% des candidats à des doctorats sont des femmes, alors qu’elles représentent un peu de 50% des élèves en master.

L’entrée dans la vie active est aussi semée d’embûches pour les femmes chinoises. La discrimination de genre à l’embauche est courante et cause un écart grandissant en termes de carrière et de salaires entre les femmes et les hommes. En 2018, 19% des annonces pour des emplois dans la fonction publique ont spécifié "*men only*"³¹. Même la fonction publique suit cette tendance : le Ministère de la Sécurité Publique a posté 674 offres d’emploi et toutes spécifiaient "homme seulement" ou "homme souhaité"³². Sous le prétexte que la charge de travail serait trop intense pour une femme, ou que des heures supplémentaires seraient nécessaires, les entreprises ne publient des annonces que pour des candidats masculins. Ces annonces reflètent alors des points de vue sexistes et rétrogrades, par exemple que les femmes seraient moins aptes physiquement et intellectuellement que les hommes, ou qu’elles seraient plus préoccupées par leurs vies familiales au détriment de leur travail. Paradoxalement, il n’est pas rare que ces mêmes entreprises essayent d’attirer les candidats en promouvant les jolies femmes qu’elles emploient : les grands groupes comme Tencent, Baidu, ou Alibaba se vantent dans leurs annonces en ligne d’employer des « jolies filles » (*mei nü*) ou des « déesses » (*nü shen*)³³, objectifiant ainsi ces employées. Une étude conduite par l’A.C.W.F. indique de 87% des femmes ont subi une ou plusieurs formes de discrimination de genre, dont 64% ont été confrontées à 5 formes ou plus³⁴. Même les corps de métiers majoritairement féminins, comme l’éducation publique, favorise les candidats masculins. Le manque de présence masculine dans les écoles inquiète d’ailleurs les autorités, car les enfants risquent de devenir « timides » et « efféminés »³⁵ - d’autant plus que les enfants ont principalement une figure féminine pour s’occuper d’eux à la maison. Une fois

³¹ La Division Asie de Human Rights Watch, ““Only Men Need Apply” - Gender Discrimination in Job Advertisements in China”, 23 Avril 2018, disponible sur : <https://www.hrw.org/report/2018/04/23/only-men-need-apply/gender-discrimination-job-advertisements-china>

³² Ibid.

³³ Ibid.

³⁴ Xi Dongqi, “Continuous Effort is Needed to Eliminate Gender Discrimination in Employment”, People’s Political Consultative Daily, 3 Mars 2015, disponible sur : http://news.xinhuanet.com/politics/2015-03/03/c_127535710.htm

³⁵ Xinhua News Agency, «Xinhua News Agency investigates "feminization of boys' growth" education bias», 31 Mai 2017, disponible sur : <http://edu.sina.com.cn/zxx/2017-05-31/doc-ifyfuvpm6843004.shtml>

embauchées, ces femmes sont toujours sur la sellette. Sous prétexte de ne pas vouloir payer de congés de maternité, de nombreuses entreprises contraignent leurs employées féminines à signer des accords les engageant à ne pas tomber enceinte durant les premières années de leur contrat de travail³⁶. Il faut par ailleurs savoir que les femmes qui annoncent leurs grossesses subissent une baisse de salaire, une dégradation ou un renvoi³⁷. Ces injustices indignent ces jeunes femmes que l'on a cependant encouragées à étudier et à travailler, et poussent de nombreuses femmes à ne pas fonder de famille. Ces femmes-là sont tout de même harcelées car il est mal vu pour une femme de ne pas se marier et de ne pas avoir d'enfants. Ainsi, elles ne sont jamais gagnantes.

Enfin, les principales actrices de ce changement sont les jeunes femmes des villes. L'accès plus facile à l'éducation et à l'emploi dans les zones urbaines leur permettent d'avoir une véritable indépendance financière, contrairement aux nombreuses jeunes filles dans les provinces rurales. La loi de l'enfant unique, alors en vigueur de 1979 à 2015, limitait les familles citadines à un enfant au regard du coût de la vie et de l'éducation, alors que les familles en campagnes y dérogeaient en ayant deux ou trois enfants (ce qui était légal à partir de 1984 si l'aînée était une fille). Sur la petite fille citadine repose les espoirs des parents: elle jouit d'un meilleur accès à l'éducation, à des activités extracurriculaires... A l'inverse, investir dans l'éducation d'un enfant était réservé aux garçons dans une famille en zone rurale. De plus, l'accès à l'éducation supérieure expose ces jeunes femmes à de nouvelles idées, dont les théories féministes : les questions relatives au genre sont une révélation pour beaucoup d'entre elles et leur permet de réaffirmer leur indépendance vis-à-vis des hommes. La population importante des villes joue aussi en faveur de cette indépendance grâce au relatif anonymat qu'elles fournissent. Dans un village, une femme aura plus de pression sur ses épaules : l'image de la famille repose sur les enfants, et une femme qui n'est pas mariée avant 27 ans, ou qui est sexuellement active fait face à des moqueries et des stigmatisations. Cette inégalité entre les femmes des zones urbaines et des zones rurales se reflète à l'emploi :

³⁶ Shi Qianhui, « Discrimination faced by women in the workplace: signing a childbirth agreement, different pay for equal work, difficulty in getting promoted », 06 Juillet 2019, disponible sur : https://xw.qq.com/partner/hwbrowser/20190706A0CUMZ/20190706A0CUMZ00?ADTAG=hwb&pgv_ref=hw b&appid=hwbrowser&ctype=news

³⁷ Alexandra Stevenson, Elsie Chen "In China, Working Mothers Say They Are Fired or Sidelined", 1 Novembre 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/11/01/business/china-mothers-discrimination-working-.html>

on note un écart de salaire plus important dans les zones rurales que dans les zones urbaines, le salaire d'une femme à la campagne égalant en moyenne 56% du salaire d'un homme.

2. Un activisme conforme aux strictes lois chinoises en matière de liberté d'expression

Bien que le P.C.C. reconnaisse le droit d'association, de réunion et de manifestation, ces activités nécessitent une autorisation des instances administratives, et l'obtenir est peu probable. Il est donc évident que les groupes utilisent d'autres canaux d'expression politique pour attirer l'attention sur leurs causes.

a. Des campagnes pragmatiques au répertoire d'actions axé sur le « *street-based behavioral art*³⁸ ».

Il est intéressant de noter que les réseaux féministes chinois prennent soin de ne jamais remettre en cause la légitimité du parti unique. Au contraire, elles choisissent des causes universelles, qui parlent au plus grand nombre et qui ne sont pas « politiquement sensibles ». Leur cheval de bataille sera par exemple la parité de l'accès aux toilettes publiques : sur place, tout le monde peut constater une file d'attente excessivement longue pour les femmes car le nombre de toilettes disponibles ne prend pas en compte les dispositions féminines, résultant en une disparité des temps d'attente à l'accès des toilettes publiques. Alors, organisées dans quelques villes, une vingtaine de femmes se postent devant les toilettes des hommes, et leur demandent d'attendre trois minutes pour laisser passer les femmes de la file d'en face. Toutes les dix minutes, les toilettes sont occupées. Cette cause permet de mettre en exergue le sexisme systémique que subissent les femmes chinoises sans pour autant provoquer de débat politique, à tel point que l'agence de presse officielle du Parti elle-même, *Xinhua News Agency*, relaie leur campagne de sensibilisation « *Occupy men's toilets* ».

D'autres actions, moins retentissantes, ont pour cibles les violences conjugales : « *The Bloody Brides* » ou « *Protests against Li Yang's Domestic Violence*³⁹ », toutes deux organisées en février 2012. Vêtues d'une robe de mariée blanche teintée de sang, elles marchent dans les rues animées de Pékin, en silence, exposant leurs pancartes qui dénoncent

³⁸ Wei Wei « Street, Behavior, Art : Advocating gender rights and the innovation of a social movement repertoire », *Chinese Journal of Sociology*, Volume I (2), 2015, pages 279-304

³⁹ Li Yang est une célébrité chinoise qui a été accusé de violences conjugales par sa femme lors de leur divorce en 2011.

les violences conjugales. En juin 2012 une campagne est organisée par l'agence Shanghai No.2 Metro Operation Company dans le métro de Shanghai: la photo d'une femme habillée d'une robe noire transparente, à côté de laquelle est écrit : « Si tu t'habilles comme ceci dans le métro, il n'est pas étonnant que le harcèlement sexuel existe. (...) Mesdames, respectez-vous »⁴⁰. En plus d'un retour de flamme de la part des internautes qui dénoncent une culpabilisation des victimes de harcèlement, qui touche de nombreuses jeunes filles, en réaction deux militantes traversent silencieusement les métros de la ligne 2, l'une arborant une abaya, l'autre un soutien-gorge métallique, avec des pancartes de slogans, tels que « Je veux être décontractée, pas être une proie ».

Ce type d'actions de rue pour les droits des femmes se sont succédées, pour beaucoup organisées et animées par des militantes des *Feminist Five*. Une autre figure du féminisme chinois, Xiao Meili, a débuté, en 2014, une marche de 2.000 kilomètres à travers les provinces chinoises pour dénoncer les agressions sexuelles dans les écoles du pays, logeant chez qui l'invitait. Durant cette performance, elle a été accompagnée à tour de rôle par des militantes féministes (dont des figures militantes comme la journaliste Lü Pin ou l'avocate Wang Yu).

Ces performances, bien qu'éparses, demandent cependant un réel effort d'organisation. La plupart ne durent qu'entre quelques minutes et une demi-heure : assez longues pour marquer les esprits avec un accoutrement dramatique et des messages-chocs, mais pas assez pour que les autorités puissent intervenir. En effet, toute activité collective entreprise dans la rue sans accord préalable du gouvernement est passible de prison, au motif de trouble à l'ordre public. Cet accord n'est cependant pas obligatoire pour les événements sportifs et de divertissement : en cas d'intervention policière, les militantes pourront toujours s'absoudre de toute volonté de mobilisation politique sous couvert d'art⁴¹. Il est donc possible de plaider sa cause sans risque d'emprisonnement, et ce en attirant l'attention du public non pas sur place, mais en ligne. Il reste encore à choisir un lieu symbolique, choisir une cause controversée et médiatique, puis capturer le moment propice pour le poster et animer un débat public sur la toile.

⁴⁰ "Shanghai Metro 'dress code' warning sparks debate", extrait vidéo de l'émission BBC News du 26 juin 2012, disponible ici : <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-18589737>

⁴¹ Wei Wei « Street, Behavior, Art : Advocating gender rights and the innovation of a social movement repertoire », Chinese Journal of Sociology, Volume I (2), 2015, page 291.

Ces militantes se réapproprient l'espace public à défaut de pouvoir s'exprimer en tant que membres de la société civile. Armées de déguisements et d'accessoires, les féministes chinoises contournent l'interdiction de manifester en se montrant créatives lors d'évènements sporadiques où elles sont peu nombreuses. Ces démonstrations sont relativement courantes en Chine : les militants n'ont que des moyens très limités pour exprimer leurs revendications auprès des législateurs, et performer dans la rue permet de faire passer un message politique sans enfreindre la loi et provoquer les autorités. La réaction à l'arrestation des *Feminist Five* ne fait pas exception : un petit nombre de militants arborant des masques avec les visages des femmes détenues marchent ainsi dans les rues pour demander leur libération...

Aujourd'hui, le corps de la femme est utilisé pour provoquer et représenter. De nombreuses militantes utilisent la nudité pour faire passer un message politique : en 2012 et 2013, sont régulièrement postées des photos de femmes nues dont le corps est recouvert de messages prônant la libération sexuelle féminine ou plaidant contre l'impunité entourant les violences sexuelles.

A Guangzhou, la campagne « *Bareheaded Sisters Protesting against Gender Discrimination in College Admissions* » a su faire entendre la voix des jeunes étudiantes : le crâne rasé pour fustiger les discriminations de genre à l'entrée des universités (le score minimum requis pour entrer dans une université a longtemps été maintenu plus bas pour les hommes que pour les femmes). Ces performances et contenus artistiques ne cherchent pas à être agréables à regarder mais à faire réagir sur le sujet, à confronter une revendication nouvelle à une idéologie populaire⁴² : elles permettent de générer un débat et une réflexion collective notamment grâce à l'affluence toujours plus importante sur les réseaux sociaux. Même si ces publications sont censurées, non pas parce qu'elles représentent une menace à la légitimité du Parti, mais parce qu'elles vont à l'encontre mœurs, elles sont malgré tout reprises, elles provoquent des débats, et leurs messages apparaissent à une audience toujours plus large.

En mai 2013, un scandale éclate : un directeur d'école et un fonctionnaire de l'état ont violé six enfants, âgées de onze à quatorze ans dans un hôtel de la province du Hainan. Bien

⁴² Katrien Jacob, "Disorderly conduct: Feminist nudity in Chinese protest movements", *Sexualities*, 19(7), 2015, pages 819–835.

que le gouvernement chinois ne fournisse aucune donnée fiable concernant les violences sexuelles, et que le tabou autour du sexe et des violences à caractère sexuelles condamne les victimes au silence, on sait que les agressions sexuelles dans les écoles sont malheureusement très courantes. Aujourd'hui, les affaires de ce type circulent de plus en plus sur Internet, et provoquent l'indignation sur les réseaux sociaux. Ai Xiaoming, militante féministe pour le droit des femmes, a utilisé son corps pour s'exprimer sur cette affaire. Alors qu'une photo de Ye Haiyan⁴³, tenant une pancarte à l'attention des accusés « Prenez donc une chambre avec moi, laissez les enfants tranquille » devient virale, Ai poste une photo d'elle torse nu, sur lequel est inscrit « Prenez donc une chambre avec moi, laissez Ye Haiyan tranquille ». Elle reprend l'idée de Ai Weiwei, célèbre artiste figure de l'opposition au pouvoir, qui avait posté la même photo quelques jours avant. « Dans une ère où il est interdit d'utiliser des pancartes pour exprimer nos opinions, je peux faire une déclaration seulement avec mon corps. C'est mon corps et j'en fais ce que je veux⁴⁴ » dit-elle. Les activistes féministes se réapproprient ainsi ce corps féminin, longtemps sexualisé et objectifié : le corps devient une preuve d'humanité et un symbole fort participant à la diffusion d'un message militant. Cette approche d'utiliser le corps féminin à des fins militantes n'est pas nouvelle : Wen Hui, danseuse et chorégraphe, se produit sur scène depuis les années 1990, évoquant à travers des gestes de danseuse des sujets sensibles en Chine, comme l'avortement, la Révolution Culturelle, la marchandisation du corps de la femme. Il faut noter qu'elle se produit exclusivement à l'étranger...

Outils politiques, les photos des militantes nues ou dénudées servent deux fins : transformer un corps objectifié en personne politique, mais aussi rejeter l'image de victime dès lors que le sujet des violences est abordé. Les activistes se mettent scène dans la rue notamment après la condamnation à mort de Li Yan. Son mari la battait depuis plusieurs années, au point de lui couper un doigt. Un soir où il la bat et la menace avec une arme, elle se défend, le tue et le démembré. Alors que cette macabre affaire devient virale, Li Yang reçoit une vague massive de soutien. Les militantes se sont bien sûr mobilisées : allongées à terre, enroulées dans un drap blanc, la pancarte dit « Je ne veux pas devenir la prochaine Li Yan ». Elle échappe ainsi en appel à la condamnation à mort. Cette mise en scène du corps

⁴³ Une des premières militantes féministes à s'être déplacée à Hainan pour soutenir les victimes et leurs parents aux côtés d'avocates, dont la renommée Wang Yu.

⁴⁴ Lau Mimi, « Activist Ai Xiaoming makes naked plea against growing sexual abuse of minors », 12 juin 2013, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/article/1258707/activist-ai-xiaoming-makes-naked-plea-against-growing-sexual-abuse-minors>

choque, et suscite un grand émoi quant à la propension des féminicides dans le pays. Bien que ce genre de mises en scène laisse entendre qu'évidemment toute femme chinoise peut être la prochaine victime, ces féministes ne sont pas pour autant faibles: les mains sur les hanches, le torse bombé, c'est avec fierté et assurance que certaines militantes interpellent les autorités et les internautes⁴⁵.

b. Internet et les nouveaux médias : l'artère de la lutte

Internet reste le point de ralliement de ces organisations militantes, et ce malgré une surveillance accrue des activités menées sur l'internet chinois, et une liste des mots censurés toujours plus longue. Faire passer un message politique radical demande quelque ruse: la jeunesse chinoise utilisera ce que Paola Voci qualifie de « légèreté⁴⁶ ». On trouvera par exemple sur Weibo ou WeChat des vidéos ou des animations qui peuvent susciter un débat mais qui n'ont pour autant pas pour ambition apparente d'être des messages politiques formels. Cette notion de légèreté est également née de l'explosion du nombre de smartphones et autres écrans mobiles, et d'un accès facile aux technologies numériques, permettant une audience large et réactive, et une viralité possible avant que toute censure ou interdiction intervienne. Selon l'auteure, ces nouveaux médias constituent un « espace public alternatif » qui permet de représenter les « univers parallèles entre l'hégémonie et anti-hégémonie ». Dans cet espace s'est développée, à travers la iGeneration chinoise (première génération ayant grandi avec Internet, née dans les années 1990) une sous-culture aujourd'hui très populaire qui parodie et fait la satire de thèmes sérieux à travers l'humour. Appelées *egao* (恶搞) ou *meme*, ces vidéos ou images sont principalement caractérisées par une subversion et une défiance de l'autorité, sous la forme de montages de vidéos (parfois prises accidentellement avec un téléphone mobile), de mini-films parodiques ("*cellflix*") ou d'animations. Ce moyen d'expression basé sur l'humour se joue de la culture mainstream, en se concentrant sur les règles sociales et politiques. Historiquement d'abord constitué de quelques publications comiques postées individuellement, l'*egao* est devenu un phénomène culturel grâce à la participation active des millions d'internautes qui enrichissent son discours subversif, et parfois même contestataire. Son impact réel dépasse le cadre du virtuel, à tel point que selon certains académiciens, l'*egao* « dévoile une stratification sociale et une consolidation de classe, une nouvelle réalité sociale au moment d'une transformation où la

⁴⁵ Katrien Jacob, "Disorderly conduct: Feminist nudity in Chinese protest movements", *Sexualities*, 19(7), 2015, pages 819–835

⁴⁶ « *lightness* », terme utilisé par Paola Voci, "*China on Video: Smaller-Screen Realities*", Routledge, 2010.

Chine est partagée entre un développementalisme d'un côté et une ambiguïté idéologique de l'autre⁴⁷ ». Cette ambiguïté n'est pas récente, la Chine étant depuis plus de vingt-ans considérée comme postsocialiste, une nation se présentant comme socialiste mais adoptant en fait des réformes et des politiques capitalistes. De fait cette ambivalence ne concerne pas uniquement l'économie, mais aussi bien des sujets de société, comme l'ambivalence constituée par la confrontation des valeurs patriarcales qui accablent les femmes chinoises d'une part, et le développement d'une classe moyenne qui les poussent à s'émanciper par les études et le travail d'autre part.

Le mouvement féministe de cette génération s'est développé en même temps que les réseaux sociaux : le partage de témoignages, d'informations, de lettres ouvertes sur les réseaux sociaux et la création de plateformes sur Sina Weibo⁴⁸. *Feminist Voice* (*nuquan zhisheng*, 女权之声) est la chaîne la plus influente en la matière: créé en 2008 par la journaliste et militante Lü Pin, *Feminist Voice* est un e-magazine hebdomadaire au format .doc, distribué par e-mail ou téléchargeable sur différents sites Internet. Chaque numéro est un concentré d'actualité culturelle et militante sur le thème du féminisme et du droit des femmes. Ce bulletin a eu un profond impact sur les femmes chinoises : la diffusion d'idées, la possibilité de discussions entre internautes et le partage de témoignages sur différents sujets liés à aux violences faites aux femmes ont mené à une démocratisation du militantisme féministe. Alors que dans les années 1990 n'étaient concernées par lutte pour l'égalité femmes-hommes que les quelques femmes bourgeoises et diplômées, depuis de nombreuses jeunes filles puis jeunes femmes se sont emparées de ces questions. Par exemple, Li Maizi, Xiao Meili et Wei Tingting ont chacune attentivement suivi les essais de Lü Pin, sont devenus amies et ont par la suite organisé ensemble les premières actions de rue pour les droits des femmes en 2012. A cette popularisation des problématiques féministe s'ajoute une approche individuelle spécifique de l'activisme. Alors que le gouvernement Xi Jinping interdit formellement les manifestations, des mouvement sociaux s'articulent en masse, comme par exemple les nombreuses grèves des ouvriers d'usines. Les activistes féministes, elles, s'organisent en petits comités pour leurs actions de rue, ou même agissent seules lors de campagne de sensibilisation sur Internet.

⁴⁷ Haomin Gong, Xin Yang, « *Digitized parody: The politics of egao in contemporary China* », China Information, vol. 24, 1: pp. 3-26, publié le 9 mars 2010.

⁴⁸ Sina Weibo est un site de microblogging,

L'accès à Internet est un catalyseur de la définition de cette jeune génération de féministes. Au-delà de permettre une plus grande confrontation des idées, notamment entre une Chine conservatrice et un Taiwan progressiste, il permet l'introduction à de nouvelles normes, notamment celles de genre. Une véritable *queer culture* s'est ainsi développée sur l'Internet sinophone, tant sur google.tw que sur weibo.com. Se sont développées des communautés de fans autour de web-toons et web-séries mettant en scène des histoires d'amour gays et lesbiennes, ou de célébrités arborant un style androgyne (comme les chanteuses adoptant un style *tomboy*⁴⁹), ou encore des influenceurs de cosplay mettant en avant la masculinité au travers du « mignon » (*ke'ai*) un style de tenues de personnages féminins de bande dessinée ou de célébrités féminines⁵⁰. Hong-Kong et Taiwan sont en effet plus ouverts sur les questions de genre et de sexualité que la Chine. De nombreuses tendances de mode y voient le jour, et des dizaines de millions de jeunes chinois s'en abreuvent. Cette familiarisation à une expression de genre et de romance alternative sape et affaiblit le sentiment d'évidence que fonder une famille sur le modèle hétérosexuel avait pour les générations précédentes.

#MeToo en serait le parfait exemple : lorsque que la vague de témoignages de victimes de harcèlement ou d'agressions sexuelles a inondé la toile chinoise, chaque publication était de fait un acte militant. Aussitôt censuré, le hashtag réapparaît après une simple esquivé de vocabulaire: devenu #米兔 (*mi tu*, idéogrammes pour riz blanc et lapin), il est alors suivi par près de 4,5 millions de personnes depuis sa création en janvier 2018, après le témoignage d'une ancienne étudiante, Luo Xixi, harcelée sexuellement par son professeur de l'Université de Beihang. Les témoignages ont continué d'abonder, sur *Weibo*, *WeChat*, mais surtout *Zhihu*, où la censure est plus aisément contournée et où il n'y a pas de limite du nombre de caractères, ce qui permet des témoignages plus libres⁵¹. Ces témoignages concernent notamment les violences sexuelles sur les campus, dont les étudiantes victimes ont massivement témoigné par ce canal. Le P.C.C. a réussi, au fur et à mesure que les témoignages se multipliaient, à supprimer la moitié des publications afin de contenir le phénomène ; ce à quoi les activistes s'étaient préparées. Elles avaient enregistré sur une

⁴⁹ *Tomboy* : une femme qui adopte des caractéristiques masculines (cheveux courts, look androgyne...)

⁵⁰ Maud Lavin, Ling Yang, Jing Jamie Zhao, "Boys' Love, Cosplay, and Androgynous Idols Queer Fan Cultures in Mainland China, Hong Kong, and Taiwan", 1st ed., Hong Kong University Press, 2017.

⁵¹ Tyler A. Caple, "Rice Bunnies in China's #MeToo : discussion of a feminist movement under censorship", thèse réalisée dans le cadre d'un diplôme en arts dans les relations internationales, 2019, Université du Mississippi.

plateforme de réseau github plus de 2.600 pages de publications en ligne – témoignages et articles⁵². L'enjeu est critique: les protestations qui ont découlé de #米兔 sont considérées comme l'une des premières campagnes estudiantines depuis les massacres de Tiananmen en 1989⁵³. De nombreux noms d'académiques ont été cités, dont certains ont été démis de leurs fonctions, et le gouvernement chinois a enjoint les universités à mettre en place des mécanismes contre le harcèlement sexuel. Il est cependant rare qu'une campagne en ligne impose une cause féministe à l'agenda public et force le P.C.C. à répondre en conséquence. Il reste que, à propos de ces publications et témoignages douloureux, se trouvent de nombreux commentaires sceptiques. Au-delà de remettre en question la véracité du témoignage, la plupart de ces commentaires minimisent la gravité des faits et critiquent la victime : une victime agressée le soir par un ami se serait exposée d'elle-même à ce risque; une femme serait tout aussi coupable que son agresseur si elle avait agi ou réagi trop vulgairement, ou inversement si elle n'avait pas réagi du tout; ou encore une femme n'aurait pas à parler de ces sujets-là. Cette culpabilisation constante des victimes fait partie d'un continuum de violence, qui in-fine empêche les femmes de parler de ce qu'elles ont vécu. Ce transfert de la responsabilité de l'agresseur à la victime est essentiellement exprimé par des internautes masculins⁵⁴ : l'éducation primaire et secondaire misogyne et les phénomènes de cyberharcèlement dont sont victimes les femmes sur les réseaux sociaux (qui n'épargnent pas l'internet chinois) détruisent le sentiment de libération que peuvent ressentir les femmes sur *Weibo*. Comme le souligne Huang Xueqin, une journaliste chinoise, une femme qui dénonce activement ces violences (quasi-exclusivement du fait d'hommes) est une femme agressive qui remet en question l'autorité d'un homme⁵⁵.

Internet a démontré maintes fois son importance et sa capacité d'impact sur les sociétés, et la Chine n'est pas une exception : selon l'étude de Yang Guobing, *The Power of the Internet in China*, Internet fournit un espace de « démocratie officieuse » où se déroulent des négociations et des débats continus, et ce malgré un contrôle étatique particulièrement

⁵² « 2,600 pages, the most complete historical record of Mi Rabbit in China » (“2600 页，中国米兔最全历史记录”), disponible sur : <https://terminus2049.github.io/archive/2019/08/26/metoo-in-china-archives.html>

⁵³ Yuan Yang, Emily Feng, “Sexual harassment cases trigger China student protests”, *Financial Times*, 24 avril 2018, disponible sur : <https://www.ft.com/content/48392576-4784-11e8-8ee8-cae73aab7ccb>

⁵⁴ Jessica Megarry, “Online incivility or sexual harassment? Conceptualizing women's experiences in the digital age”, *Women's Studies International Forum*, Volume 47, Part A, November–December 2014, Pages 46-55

⁵⁵ Interview de Huang Xueqin, “#MeToo: Speaking out against sexual harassment in China”, YouTube.com, 11 December 2017, disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=jVZkpjjQROU>

soutenu. Cette censure est contournée quasi-systématiquement, et pas seulement par les activistes. L'internet chinois a ainsi son propre argot : des mots censurés sont contournés phonétiquement, à l'instar de #MeToo devenu #MiTu, ou sont moqués. Sur internet, le Département Central de Propagande est appelé Ministère de la Vérité (真理部 *zhen li bu*) ; pour indiquer que l'on a été interrogé par les autorités, les internautes disent qu'ils ont "bu du thé" (喝茶 *he cha*)⁵⁶.

c. Transnationalisme et convergence des luttes

Les événements qui entourent le féminisme en Chine ont des répercussions au-delà des frontières. Alors qu'elles pensaient être incarcérées pour une nuit au motif de trouble à l'ordre public, les cinq jeunes femmes membres du *Feminist Five* ont été détenues trente-sept jours dans des conditions inacceptables : aucun accès aux soins pour deux d'entre elles qui ont une santé fragile, pas de lit, peu d'eau et de nourriture, et des heures d'interrogations ponctuées d'injures et de menaces. C'est alors que le motif de leur arrestation devient plus grave: on les interroge sur les liens qu'elles pourraient avoir avec des puissances étrangères, et quelles sont les organisations étrangères qui financent leurs actions⁵⁷.

De fait, c'est leur arrestation qui les a fait connaître à l'opinion publique internationale. Li Maizi a été nommé comme l'une des « *Leading Global Thinkers* » et des « *100 Women of 2015* » par la BBC en 2015 et l'une des « *US-China 50* » en 2017. Les *Feminist Five* ont toutes été reconnues par le magazine *Ms* comme faisant partie des « *Ten Most Inspiring Feminists of 2015* ». La détention de ces militantes féministes a été le symbole de la répression nationale des activistes pour les droits des femmes, et plus largement des droits humains. Ont suivi de nombreuses marches de soutien, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, à Hong-Kong, en Corée du Sud, ou encore en Australie. La pression diplomatique internationale, la réaction de plusieurs ambassadeurs et élus étrangers tels que Joe Biden, alors vice-président des Etats-Unis, ont mené à la libération des cinq militantes. En effet, cette persécution a lieu durant les préparatifs du Beijing 20 – le vingtième anniversaire du programme de Beijing, adopté à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes par les Nations Unies. Cette arrestation est d'autant plus notable que la lutte contre les violences

⁵⁶ Perry Link, Xiao Qiang, "China at the Tipping Point? From 'Fart People' to Citizens", China Digital Times, 2015.

⁵⁷ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 15

faites aux femmes est une cause inamovible de l'agenda diplomatique international, et ce depuis près de vingt ans. De plus, cette arrestation allait bien au-delà des mesures strictes habituelles appliquées aux citoyens, alors même que les activités de ces jeunes femmes ne dérogeaient pas à la loi. Depuis 1913, aucun gouvernement chinois n'a ouvertement réprimé des militantes féministes⁵⁸ - quand le gouvernement autoritaire de Yuan Shikai a réprimé le mouvement des femmes en faveur du droit de vote.

Cette méfiance envers l'étranger n'est pourtant pas totalement anodine : les grandes figures de l'activisme féministe chinois résident actuellement à l'étranger (notamment après l'arrestation des *Feminist Five* et le *crackdown 709*⁵⁹). Liang Xiaowen, par exemple, est une activiste originaire de Guangzhou qui est partie étudier à New York après que les autorités chinoises aient menacé ses parents. Aujourd'hui, elle est à la tête d'un mouvement féministe chinois basé aux États-Unis⁶⁰. Bien que d'un effectif faible, l'existence d'un tel soutien en dehors du territoire chinois est un nouveau front ouvert contre une pression toujours plus importante du gouvernement et une communication toujours plus censurée, selon Lü Pin⁶¹, elle-même volontairement exilée à New York. Avec Liang, elle y a fondé, la *Chinese Feminist Collective*, qui rédige ou traduit des articles issus de plateformes numériques telles que *medium.com*. Elles organisent également des événements, comme l'exposition *The Voiceless Rise Up!*⁶² qui soutient Liu Jingyao, une étudiante attaquée pour diffamation par son violeur présumé. Elles font signer des pétitions, notamment durant la détention des *Feminist Five* ou pendant l'explosion de #MeToo en Chine.

Cette diaspora militante est d'autant plus importante symboliquement que le témoignage qui a suscité la vague #MiTu sur les réseaux chinois est celui de Luo Xixi, une ingénieure chinoise installée en Californie. La diaspora organise également des ateliers, parfois animés par des activistes chinoises en déplacement à hors de Chine, ou par téléconférence via Skype.

⁵⁸ Wang Zheng, « Detention of the Feminist Five in China », *Feminist Studies*, Vol. 41, No. 2 (2015), pp. 476-482.

⁵⁹ L'arrestation de masse d'avocats de droits de l'Homme, survenu le 09 juillet 2015.

⁶⁰ Shen Lu, Mengwen Cao, « Thwarted at Home, Can China's Feminists Rebuild a Movement Abroad? », *ChinaFile.com*, 28 août 2019, disponible sur : <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/postcard/thwarted-home-can-chinas-feminists-rebuild-movement-abroad>

⁶¹ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 57

⁶² Shen Lu, « Silenced at home, finding a voice overseas: China's feminists cultivate the expatriate community », *South China Morning Post*, 8 octobre 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3031924/silenced-home-finding-voice-overseas-chinas-feminists-cultivate>

Elles restent souvent en contact entre elles mais aussi avec leurs camarades sur le continent asiatique, en Chine mais pas uniquement. En effet, de nombreuses activistes chinoises étudient, voyagent ou trouvent refuge à Hong-Kong ou à Taiwan. C'est par exemple le cas de Wu Rongrong, qui est partie étudier à Hong-Kong en 2017 pour échapper aux autorités, ou celui de Xiao Meili qui s'est sensibilisée aux questions de genre (aussi bien le féminisme que la culture LGBT+) lors de son échange universitaire à Taiwan.

L'actualité et l'agenda politique des mouvements féministes chinois se nourrissent de ce transnationalisme. Une affaire sans précédent d'abus et d'exploitation sexuelle numérique a récemment ébranlé la Corée du Sud⁶³ : des vidéos montrant des viols et des violences physiques sur des femmes et filles ont été achetées et partagées par des groupes d'utilisateurs sur l'application de messagerie Telegram. Actuellement, on dénombre une centaine de victimes déclarées, dont un tiers sont encore au collège. L'enquête a révélé que près de 260.000 personnes étaient inscrites à ces groupes. Cet événement a déclenché une campagne de la part des féministes chinoises en soutien aux femmes coréennes mais aussi contre les *spy-cam*⁶⁴, pratique très présente en Corée du Sud et en Chine : elles y reprennent le slogan sud-coréen « *My life is not your porn* ». Ainsi, les mouvements féministes est-asiatiques se recourent très souvent et se rencontrent notamment à travers des forums et festivals, utilisant films et documentaires. Les documentaires indépendants ont toujours rythmé l'activisme chinois, notamment les œuvres d'Ai Weiwei, Ai Xiaoming, Hu Jie pour ne citer qu'eux. Ces documentaires militants sont évidemment censurés en Chine, et sont diffusés lors d'événements tel que le *Chinese Documentary Festival* ou le *Asian Women's Film Festival*, tous deux à Hong-Kong.

Selon la même logique, les luttes pour les droits de femmes et les luttes pour les droits de personnes LGBTI+ se recourent.

Les femmes se battent pour s'exonérer des valeurs traditionnelles et conservatrices qui les contraignent au mariage, à la maternité, au chômage – et donc à un continuum de violences contre lesquelles elles n'auront pas les moyens de se défendre. Cette remise en question d'un cadre traditionnel et hétéronormé va dans le sens de la communauté gay et

⁶³ Youngjoo Jun, "Commentary: South Korea needs to face their not-so-hidden sexual abuse problems", theaquinian.com, 8 avril 2020, disponible sur : <http://theaquinian.net/commentary-south-korea-needs-to-face-their-not-so-hidden-sexual-abuse-problems/>

⁶⁴ Des caméras espionnes cachées dans les chambres d'hôtel, cabines d'essayages et toilettes publiques qui filment les femmes sans qu'elles le sachent

lesbienne. Par exemple, cette liberté par rapport au mariage est revendiquée par les LGBTI+ à travers des performances de rue, comme des mariages mis en scène entre deux hommes ou deux femmes. On y retrouve d'ailleurs Li Tingting, membre des *Feminist Five*, qui à cette occasion « épouse » sa petite-amie Teresa Xu⁶⁵. En effet, beaucoup d'activistes se revendiquent lesbiennes ou bisexuelles, notamment Li Tingting ou Xiao Meili. La légalisation du mariage gay à Taiwan en 2017 a généré un grand enthousiasme auprès des LGBTI+ chinois qui ont fait circuler une pétition pour la légalisation du mariage gay, lors de la préparation du premier code civil. En dépit de plus de deux millions de signatures récoltées, le code civil adopté le 28 mai 2020 définira le mariage comme uniquement l'union d'un homme et d'une femme. Pendant ce temps, les discriminations et violences homophobes sont courantes, au point que seuls 5% des LGBTI+ font leur coming-out.⁶⁶ Statistiquement, les personnes transgenres subissent le plus de discrimination, mais un événement décisif se produit en décembre 2019: la première plainte pour discrimination à l'embauche d'une femme transgenre⁶⁷.

Sont également dispersés dans le monde de nombreux avocats et activistes chinois pour les droits de l'Homme, qui ont quitté le territoire au moment du *crackdown 709*, où plus de 250 personnes ont été arrêtées. Les luttes pour les droits de l'Homme se recourent avec l'activisme féministe : d'éminentes avocates telles que Wang Yu et Liu Wei ont développé un réseau collaboratif d'intérêt public pour les avocates⁶⁸ et défendent devant les tribunaux des activistes féministes ou des femmes/filles victimes de violences. Ce réseau de quelques dizaines de femmes à travers la Chine permet aux avocates de s'allier et se conseiller entre-elles lorsqu'elles travaillent sur des affaires politiquement sensibles et controversées. Par exemple, en mai 2013, Liu⁶⁹ et son équipe a offert son expertise juridique aux victimes de viol par un maître d'école dans la province du Henan. Il avait agressé au fil des années au moins vingt enfants, alors âgées de sept à neuf ans. Outre la difficulté pour les

⁶⁵ Associated Press, "LGBT activists in China seek to change marriage civil code", Business Insider, 29 novembre 2019, disponible sur : <https://www.businessinsider.fr/us/lgbt-activists-in-china-seek-to-change-marriage-civil-code-2019-11>

⁶⁶ United Nations Development Programme, "Being LGBTI in China – A National Survey on Social Attitudes towards Sexual Orientation, Gender Identity and Gender Expression", 2016.

⁶⁷ Fan Yiyi, "In China, a Lawsuit Galvanizes the Transgender Rights Movement", sixthstone.com, 19 juin 2020, disponible sur : <https://www.sixthstone.com/news/1005833/in-china%2C-a-lawsuit-galvanizes-the-transgender-rights-movement>

⁶⁸ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 138

⁶⁹ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 140

victimes de témoigner contre l'agresseur, manquait la définition légale du viol d'enfant. C'est entre autres grâce au travail de plaidoyer de Maître Liu que le changement a pu s'initier. Ces avocates travaillent de concert avec les activistes féministes : elles sont toutes militantes. Le travail de l'avocate Huang Yizhi a ainsi marqué l'histoire : sa cliente est la première personne chinoise à avoir eu gain de cause dans un procès pour discrimination de genre à l'embauche, en décembre 2013⁷⁰. Au cours de sa carrière, Wang Yu a également représenté lors de procès des femmes et filles victimes de violences sexuelles, mais sa dernière cliente, avant d'avoir été emprisonnée, n'était autre que Li Maizi⁷¹, lors de son arrestation en mars 2015.

2015 aura aussi été une année mouvementée pour les ouvriers et travailleurs chinois. Le nombre de grèves y a atteint un niveau record de 2.700⁷². On peut y trouver un parallèle avec les mouvements féministes : en effet, la majorité des travailleurs dans les usines, toutes industries confondues, sont des femmes⁷³. Alors que les femmes diplômées dans les villes souffrent du chômage, les femmes dans les campagnes ont principalement des emplois précaires. Elles sont pourtant impactées par les inégalités de genre: une femme sera rémunérée 32,7% de moins qu'un homme en zone urbaine, 44% de moins qu'un homme en zone rurale⁷⁴. Elles occupent principalement les positions les moins rémunératrices et les plus pénibles, et ainsi de par leur situation précaire, elles subissent le sexisme de manière exacerbée. Selon une étude, près de 70% des femmes ouvrières auraient été victime de harcèlement sexuel au moins une fois⁷⁵. Pourtant, ce ne sont pas les femmes qui siègent aux tables de négociation : les ouvriers s'organisent sur les réseaux sociaux pour protester contre les violations de droits qu'ils subissent : mois travaillés non-rémunérés, heures de travail étendues et conditions de travail dégradées. Ils n'y sont pas abordés les agressions et le harcèlement sexuel au travail, le refus illégal de financer les congés maternité... Les

⁷⁰ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 145

⁷¹ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 137

⁷² China Labour Bulletin, « Strikes and protests by China's workers soar to record heights in 2015 », 7 janvier 2016, disponible sur: <https://clb.org.hk/content/strikes-and-protests-china%E2%80%99s-workers-soar-record-heights-2015>

⁷³ John Pabon, Shine He, Ana Chiu, Charleen Tong, "Women in Factories China", bsr.org, Septembre 2015, disponible sur: https://www.bsr.org/reports/BSR_Women_in_Factories_China_2015.pdf

⁷⁴ John Pabon, Shine He, Ana Chiu, Charleen Tong, "Women in Factories China", bsr.org, Septembre 2015, disponible sur: https://www.bsr.org/reports/BSR_Women_in_Factories_China_2015.pdf

⁷⁵ China Labour Bulletin, « The sexual harassment of women factory workers in Guangzhou (广州女工性骚扰调研报告) », décembre 2013, disponible sur : <https://clbchinese.org/uploads/reports/xiangyanghua-diaocha.pdf>

activistes de droits des travailleurs sont aussi réprimés, bien que les plaintes s'adressent aux entreprises elle-même et non pas au Parti. Zheng Churan et Xiao Meili, sont particulièrement associées aux mouvements des droits des travailleurs. Depuis 2014, Zheng se mobilise: elle distribue des autocollants en vue de mobiliser pour les travailleuses d'entretien, et mène campagne sur les réseaux sociaux en postant des photos des ouvriers qui ne sont pas représentés⁷⁶. Lors de son arrestation en 2015, de nombreuses travailleuses et travailleurs ont exprimé leur soutien à Zheng. Xiao Meili s'est notamment démarqué lors de la crise du COVID-19⁷⁷ : elle distribue des masques aux travailleurs précaires qui n'ont pas les moyens d'acheter un masque, ou de se confiner. Le manque d'empressement de la part du P.C.C. pour appliquer effectivement les *Labour Contract Law* de 2008 et *Social Contract Law* de 2013, ainsi que le manque de soutien de l'instance étatique qu'est le Comité d'Arbitrage des Contentieux du Travail les travailleurs nourrit la grogne grandissante des travailleurs. En effet, seulement 31% des cas de contentieux ont résulté en faveur des ouvriers, et 58% en un compromis⁷⁸. Les travailleurs s'unissent donc pour leurs droits à travers d'actions collectives, qui sont elles-mêmes réprimées – à l'instar de l'incident du Jasic en 2018 où près de vingt personnes ont été arrêtées⁷⁹.

Un autre corps de métiers est indissociable de ces mouvements sociaux : les journalistes. De la même manière que Lü Pin a créé *Feminist Voice*, afin de proposer un média féministe, ses prédécesseures ont elles-mêmes créé *Women's Media Watch Network (Funü Chuamei Jiance Wangluo)*. Dans l'élan de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes de Pékin, les notions associées au *gender mainstreaming* entrent dans le vocabulaire officiel du Parti. Créé en 1996, W.M.W.N. assure une veille de presse, dénonçant les messages discriminants et sexistes dans les médias. Jointes à *Feminist Voice* et à *Women's Awakening* (également des médias féministes en ligne), ces entités offrent des opportunités professionnelles aux étudiantes, les formant ainsi aux métiers du journalisme et à l'analyse du *gender mainstreaming* dans les médias. Elles encouragent également des étudiantes à créer leur propre plateforme, à l'instar de *Joinfeminism*. Ce groupe, hébergé sur *Weibo* et

⁷⁶ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 15

⁷⁷ Uncover, "She Bought 100 Masks for the Sanitation Workers", février 2020, disponible sur : <https://uncoverinitiative.home.blog/2020/02/20/issue-2/>

⁷⁸ China Labour Bulletin, "Workers' rights and labour relations in China", 13 août 2020, disponible sur : <https://clb.org.hk/content/workers%E2%80%99-rights-and-labour-relations-china>

⁷⁹ Elaine HUI, "Effort to Form Union in China Meets Ferocious Repression", labornotes.org, 25 septembre 2018, disponible sur : <https://www.labornotes.org/2018/09/effort-form-union-china-meets-ferocious-repression>

destiné à la traduction en chinois d'articles, d'essais et de vidéos féministes, a d'ailleurs reçu des conseils de *Feminist Voice* lors de son développement⁸⁰. Ce réseau féministe représente une alternative aux médias traditionnels, mais souhaite trouver sa place à leurs côtés. Sans capital social ni ressources, l'activisme se sert des média privés (par ailleurs soumis au contrôle de l'Etat) afin de relayer leur message. Les militantes y parlent de leur activisme comme des « performances artistiques », ce qui contrecarre l'action de la censure. La couverture médiatique qu'offrent les médias traditionnels permettent d'atteindre trois objectifs stratégiques pour les jeunes activistes interviewées : « influencer l'agenda politique, mobiliser et éduquer le public, mettre en évidence la responsabilité du gouvernement »⁸¹. Sans le vouloir, les médias privés se montrent ainsi relativement progressistes : la recherche de l'attention du public les oblige à traiter de sujets qui peuvent déranger le Parti – dans la mesure du possible⁸².

A un certain point, cette convergence des différents intérêts des militants commence à inquiéter le P.C.C., qui constate globalement un nombre toujours croissant de sympathisants pour la cause des droits des travailleurs, des droits humains et des droits des femmes. Chaque nouvelle affaire de violences faites aux femmes indignes la toile et rencontre un large soutien populaire, comme cette tentative d'enlèvement à l'hôtel Yitel à Pékin⁸³. Sous le pseudo Wanwan, la victime raconte qu'un homme inconnu l'a frappée et a tenté de l'enlever. Alors qu'elle se débat, un membre du personnel apparaît, mais ne la défend pas : au contraire, il demande à ce qu'il pense être un couple de ne pas se battre dans les couloirs de l'hôtel, puis il repart, alors même qu'elle le supplie de l'aider. Elle est sauvée in extrémis par un client de l'hôtel qui intervient. Alors qu'elle appelle la police après l'agression, un agent lui fait savoir que cette affaire « ne rentre pas dans sa compétence ». Son témoignage sur Weibo a été vu plus d'1,4 milliards de fois : sur cette page est également postée la séquence des

⁸⁰ Bin Wang, Catherine Driscoll, "Chinese feminists on social media: articulating different voices, building strategic alliances", *Continuum* 33(1), October 2018, pages 1-15

⁸¹ Jun Li, Xiaoqin Li "Media as a Core Political Resource: The Young Feminist Movements in China.", *Chinese Journal of Communication*, 2017, 10 (1), pages 1–18.

⁸² Jun Li, Xiaoqin Li "Media as a Core Political Resource: The Young Feminist Movements in China.", *Chinese Journal of Communication*, 2017, 10 (1), pages 1–18.

⁸³ Nectar Gan, "Outrage as Chinese woman tells of police, hotel staff's inaction after dramatic near-abduction in Beijing hotel", *South China Morning Post*, 6 avril 2016, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/1933961/outrage-chinese-woman-tells-police-hotel-staffs-inaction-after>

caméras de surveillance de l'hôtel montrant la scène. Une enquête a été ouverte seulement après avoir suscité l'émoi général.

Ces cas mettent en lumière l'incompétence de la police et l'indifférence des instances étatiques. Les témoignages des victimes de violences relatant l'indifférence des passants sont tristement nombreux, mais peu ont reçu un soutien aussi important que celui de Wanwan. D'autres affaires ont également ébranlé le parti, notamment celle de Deng Yujiao. En 2009, trois représentants locaux du Parti tentent de la violer, alors qu'elle était sur son lieu de travail dans un hôtel. Alors qu'ils la forcent sur le sofa, la jeune femme se débat et assène des coups de couteau, menant à la mort d'un des trois hommes. Elle est immédiatement arrêtée et inculpée de meurtre. Cette affaire a été particulièrement retentissante parce qu'elle fait écho à la fois à la violence faite aux femmes qu'elles refusent de taire, et aussi à l'exaspération dans la population concernant de la corruption rampante dans la politique chinoise et de l'impunité des haut-fonctionnaires. Des millions de publications au sujet de l'affaire envahissent *Weibo*, à tel point que Deng est placée en résidence surveillée et que son inculpation est requalifiée en coups et blessures volontaires. Elle sera relâchée peu après.

Depuis 2012, les militantes féministes font de plus en plus parler d'elles, et les efforts du Parti pour étouffer le mouvement n'ont pas eu l'effet escompté. De fait, emprisonner ces cinq jeunes femmes a attiré l'attention sur la lutte féministe chinoise : la capacité de mobilisation que connaissent les activistes s'accroît de jours en jours. Alors qu'elles n'étaient que deux en 2012 dans le métro de Shanghai, une campagne de même nature en mai 2017 a mobilisé de nombreuses femmes – et quelques hommes – dans les métros de vingt-trois différentes villes de Chine⁸⁴. Plus de 8.000 étudiants et anciens élèves ont signé la pétition #MiTu demandant des mesures concrètes contre le harcèlement et les agressions sexuelles à l'université⁸⁵. Cette mobilisation a permis de remporter des victoires, durement acquises. Suite à #MiTu, le P.C.C. a ajouté la définition du harcèlement sexuel au Code Civil chinois, et a enjoint les universités à créer des comités spécialisés pour lutter contre ces violences. D'autres victoires légales sont à mentionner, comme la redéfinition du viol sur

⁸⁴ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 102

⁸⁵ HONG-FINCHER Leta, « Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China », Verso, Londres, 2018, page 53

enfant, la pénalisation (partielle) des violences conjugales... En 2018, a été gagnée la première poursuite pour discrimination de genre contre une femme.

Bien que le Parti ne porte pas ces progrès au crédit des militantes féministes, force est de reconnaître que ces trois décennies de plaidoyer de la part de femmes académiques, avocates et militantes ont fini par payer. Et elles n'en ont pas terminé pour autant.

Partie 2 - L'autoritarisme patriarcal face à la crise démographique

Depuis les années 2000, une bataille idéologique se développe entre d'un côté le gouvernement, qui entend contrôler à des fins de *population planning* le pouvoir et le droit de reproduction des femmes, et ces mêmes femmes qui s'y refusent de s'y soumettre. Cette volonté de contrôle a pris la forme d'une campagne de propagande pro-nataliste et conservatrice, lancée en 2007, sous le mandat de Hu Jintao, dans un discours centré sur une société vertueuse et harmonieuse basée sur la stabilité familiale et l'ordre. Xi Jinping est ensuite devenu le visage de cette « utopie », en se présentant comme le patriarche et le défenseur de la nation traditionnelle chinoise. En fait, au nom de cette stabilité familiale, les efforts sont demandés uniquement aux femmes. Ce qui est attendu d'elles ? Soumission à un homme, mise au monde d'au moins deux enfants, et une vie complètement dédiée aux tâches domestiques.

Evidemment, ceci est en totale contradiction avec la tendance actuelle des femmes chinoises à l'émancipation individuelle – et la liberté des femmes tout simplement. De plus, la société d'ordre est plutôt fragile : bien que l'infiltration d'idées occidentales à travers le féminisme en serait officiellement la cause, en réalité les risques sécuritaires sont bien internes et structurels. Le fait qu'il n'y ait en Chine qu'une femme pour presque trois hommes créer un déséquilibre dans le tissu social, une sorte de détresse pour ces hommes en surnombre, ainsi plus enclins à se tourner vers le crime – et comme en un cercle vicieux, rendant les *shengnü* d'autant plus hostiles au mariage.

Face à cette menace, le gouvernement Xi décide alors de mener une vague violente de répression contre les associations qui œuvrent, directement ou non, pour les droits des

femmes, afin d'effrayer les activistes mais aussi de limiter la diffusion d'idées d'égalité femmes-hommes. Mais la répression est un échec : au contraire, les violences que subissent les femmes et les mobilisations à travers #MiTu confortent les femmes non-militantes dans cette idée que la nation dans sa globalité est indifférente à leur sort.

La perte d'influence de l'Etat auprès des femmes chinoises compromet le dessein motivant cette propagande : stimuler le taux de fertilité des femmes chinoises. Cet exercice est d'autant plus délicat que les cicatrices laissées dans le tissu social par la dernière planification de population n'ont pas disparu. Comme la politique de l'enfant unique a été violemment imposée de 1979 à 2015, les nouveaux slogans, services et discours largement diffusés depuis, et qui encouragent désormais l'exact opposé, ont évidemment provoqué dans la population une réaction de crispation et de rejet. Elle s'explique également par le fait que ce nouvel épisode de manipulation démographique est une tentative, en réaction, de contenir les conséquences l'enfant unique imposé.

D'autres facteurs sont également à l'œuvre. Le coût de la vie et de l'éducation toujours plus élevé, le manque de mesures législatives protégeant les droits des femmes au travail, ainsi que la participation insuffisante de l'état au soutien des familles et des personnes âgées, tout cela conforte la population à n'avoir qu'un enfant, voire aucun.

Les enjeux de cette gestion de la démographie incluent la stabilité et la santé économique de la Chine, mais aussi celle du monde. Toutes les grandes transitions qu'a connues le Parti Communiste Chinois ont cette variable en commun : la mobilisation des femmes. Agriculture, travail industriel, travail domestique et obligations reproductives, les femmes chinoises ont consenti de nombreux sacrifices pour la Nation, sans aucune rétribution ou expression de gratitude. Ce n'était certainement pas cet idéal que poursuivaient les révolutionnaires du 4 Mai 1919.

A. Un gouvernement réticent à la notion d'égalité femmes-hommes

Le Parti Communiste Chinois dirige le pays depuis 1949, date de la prise de pouvoir de son leader Mao Zedong, qui apparaît sensible aux valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes. Auteur d'un discours qui vante l'importance de la femme pour la nation, à travers le travail et la participation à la société, il prône la parité au point d'écrire que les

femmes « soutiennent la moitié du ciel ». Ces valeurs de liberté de la femme remontent à la fin du XIX^{ème} siècle, à la même époque que d'autres idéaux révolutionnaires tels que la démocratie et l'anti-impérialisme, qui plus tard marqueront la chute d'un régime impérial vieux de plus de 2000 ans. Pour autant, la République Populaire de Chine ne semble pas perpétuer cet héritage : les causes des femmes sont relayées au second plan, au profit d'un effort national, jusque dans les années 1980, où elles seront tout simplement ignorées. Aujourd'hui, le gouvernement Xi Jinping semble les combattre ouvertement.

1. Xi Jinping : la figure paternelle d'une idéologie conservatrice

En septembre 2015, s'est déroulée à New-York la commémoration du vingtième anniversaire de la Conférence de Pékin, évènement qui présente un état des lieux des avancées des droits des femmes dans les différents Etats-membres, depuis qu'ils ont signé le Programme de Pékin en 1995. Chaque nation présente a réaffirmé ses engagements pour la fin des violences contre les femmes et des inégalités de genre – alors même que les objectifs permettant d'assurer une meilleure autonomisation des femmes et des filles ne sont pas atteints. Le discours de Xi Jinping a particulièrement choqué les militantes féministes, elles qui se sont mobilisées pour la libération des *Feminist Five* qu'il avait arrêtées quelques mois plus tôt. De fait, la condition de la femme chinoise en République Populaire de Chine est très loin de progresser et XI Jinping ne semble pas enclin à inverser cette tendance.

Lu Jun, fondateur de l'O.N.G. *Yirenping* et allié féministe, est catégorique : « *Les féministes de Chine ont aujourd'hui un nouvel ennemi : Xi Jinping. Et cet ennemi est puissant* »⁸⁶. Dès son investiture en tant que Secrétaire Général en novembre 2012, Xi a fait de la masculinité la pierre angulaire d'un certain culte de la personnalité. Dans ce discours, il se prétend « assez homme » pour défendre le parti communiste, contrairement aux dirigeants communistes russes. Il dit avoir assez de courage pour se reposer sur l'Armée Populaire de Libération, force de frappe contre ce qu'il appelle « les réactions politiques hostiles ou dissidences populaires », chose que même Gorbatchev n'avait pas osé faire⁸⁷. Dès 2013 et durant les premières années de son mandat, Xi était appelé par les médias officiels du Parti « Big Daddy Xi », une figure virile et paternelle, rappelant le culte du « père de la nation » développé autour de Mao Zedong. Une pléthore de chansons pop ou hip-hop ,

⁸⁶ Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 162.

⁸⁷ Sophie Beach, "Leaked speech shows Xi Jinping's opposition to reform", China Digital Times, 27 janvier 2013.

vantant son charisme, ont d'ailleurs été largement diffusées sur les réseaux sociaux lors de sa nomination⁸⁸. Ce culte de la personnalité autour de l'hyper-masculinité de Xi Jinping renforce le discours narratif selon lequel la Chine est une grande famille, dominée par un patriarche paternaliste⁸⁹.

Les médias sont submergés d'images du Président Xi, en train de manger des pains à la vapeur au marché, de jouer au football, de tirer au fusil. On retrouve son visage affiché dans les églises ou les lieux de cultes dans les camps Ouïghour. Un jeu télévisé lui a même été consacré, créé autour de la pensée qu'il fait inscrire dans les Statuts du Parti en 2017: « pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère ». Cette notion d'hyper-masculinité est renforcée par le pouvoir grandissant qu'il détient, notamment lorsqu'il fait abolir les limitations de la durée des mandats présidentiels inscrites dans la Constitution en 2018. Son mandat actuel devait prendre fin en 2022, il se prolongera dorénavant de manière indéfinie. Cette stratégie porte ses fruits: le baromètre de confiance Edelman 2020 présente un indice de 82% concernant les personnes interrogées en Chine faisant confiance à leur gouvernement.

Cette promotion de l'image d'un homme fort à la tête de la *guojia* (*la nation* en chinois s'écrit 国家, 家 étant le caractère signifiant la famille) s'appuie sur un certain nombre de valeurs conservatrices que le Parti instille dans la population depuis les années 1980, telles que la piété filiale. Cette notion de piété filiale, issue du confucianisme, repose sur les Trois Obéissances que la femme doit observer au cours de sa vie : d'abord vis-à-vis de son père, puis vis-à-vis de son mari et enfin vis-à-vis de ses fils. Elle leur doit loyauté et soumission, un "idéal" qui modèle un être dépendant, passif et inférieur. La beauté d'une femme est perçue au travers de sa vertu, de sa fidélité maritale, à tel point qu'une veuve ne pouvait se remarier sous la Chine impériale. Elle n'avait aucun droit juridique et puisait le peu de respect qu'on lui accordait dans sa capacité à donner naissance à des fils. Fonder une famille était son seul moyen de survie, cependant elle ne pouvait choisir son mari. Et une fois mariée, elle partait vivre chez son mari et ses parents, où elle s'occupait du travail domestique, discrètement et humblement. Ces normes de féminité et de mariage ont perduré pendant

⁸⁸ Tom Phillips, "Singing Xi's praises: chorus of Chinese pop songs celebrate president", The Guardian, 30 mars 2016, disponible sur: <https://www.theguardian.com/world/2016/mar/30/xi-jinping-chorus-of-chinese-pop-songs-celebrate-president>

⁸⁹ Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 165.

presque 2000 ans : il est évident qu'elles ont encore une influence sur les mœurs contemporaines⁹⁰.

Par exemple, le Parti insiste sur « l'harmonie » dans la famille, et une famille harmonieuse selon les préceptes confucéens est composée d'un père qui travaille et une femme vertueuse qui prend soin de sa maison, de ses enfants et de ses aïeux. Il s'en inspire pour définir ce que doit être « la femme de la nouvelle ère », il faut entendre ici l'ère de Xi Jinping. A travers la branche locale de l'A.C.W.F. à Zhenjiang, de jeunes femmes pourront ainsi suivre des modules de formation, leur inculquant comment s'habiller, servir le thé, cuisiner... selon ce modèle. En un mot, se former aux tâches domestiques et aux normes de féminité⁹¹. Ce cursus fait écho aux écoles de culture traditionnelle qui se développent ces dernières années sur le territoire chinois. La vidéo d'un cours prodigué dans une de ces écoles, à Fushun, et postée en novembre 2017, révèle la réalité glaçante de ce qu'est une femme idéale dans la nouvelle ère de Xi : une professeure martèle auprès de ses élèves des préceptes tels que « Ne vous défendez pas lorsque vous êtes battues.", "Ne répondez pas quand vous êtes réprimandées." ou "Et quoi qu'il arrive, ne divorcez pas. »⁹². Ce même discours est appliqué aux conseils sur les relations extra-conjugales publiés dans des articles de *Xinhua News*, repris sur le site officiel de l'A.C.W.F. ⁹³: « Aucun homme n'est capable d'être fidèle tout au long d'une vie à une femme démodée", "Changez votre style vestimentaire ou votre coiffure. Les femmes doivent constamment changer pour le mieux ». Dans ce discours, le comportement de l'homme n'est jamais remis en question, et ce même lorsqu'il est violent ou agressif. Les femmes victimes, qui ont toujours été contraintes au silence à cause de la honte, sont considérées d'autant plus coupables qu'elles brisent leur famille lorsqu'elles dénoncent leurs bourreaux.

Ces nouveaux composants de l'éducation de jeunes femmes ont un but affiché précis : améliorer la qualité (*suzhi*) des femmes chinoises. En plus d'avoir des femmes diplômées, et donc éduquées, elles seraient féminines et deviendraient évidemment bonnes maitresses

⁹⁰ Xiongya Gao, "Women Existing for Men: Confucianism and Social Injustice against Women in China", *Race, Gender & Class*, 2003, Vol. 10, No. 3, pp. 114-125

⁹¹ Emily Rauhala, "'Hold in your belly ... legs together': Chinese college teaches female students to be 'perfect'", *Washington Post*, 25 juin 2018, disponible sur : https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/hold-in-your-belly--legs-together-chinese-college-teaches-female-students-to-be-perfect/2018/06/25/c0e1205e-6a21-11e8-bbc5-dc9f3634fa0a_story.html#comments-wrapper

⁹² Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 170.

⁹³ Leta Hong-fincher, "Leftover Women: The Resurgence of Gender Inequality in China", Zed Books, Londres, 2014.

de maison. Cette image est explicitement affichée par le Département de Publicité du pays, en réalité un organe de propagande, à destination des étudiantes. On y voit une jeune femme souriante, enceinte de son deuxième enfant, pousser un landau en recevant son diplôme, avec cette légende : « Vivre ensemble la première année, tomber enceinte la deuxième, accoucher la troisième »⁹⁴. Le message est clair : le Parti veut des jeunes mères, et le phénomène des *sheng nü* est mis en scène en ce sens.

Introduit en 2007 par l'A.C.W.F. et promu sans cesse depuis 2008, l'idée qu'une femme âgée de plus de 27 ans est une femme indésirable est entrée dans les mœurs. Cette campagne s'inscrit dans la lignée des efforts déployés pour une « société harmonieuse », la société de stabilité et d'ordre idéale de Hu Jintao puis de Xi Jinping. Construite autour de l'expression *sheng nü* (traduite littéralement par « femme qui reste »), cette campagne doit amener les femmes à penser qu'il faut être mariée avant 27 ans au risque de devenir un rebut social et affectif. Une *shengnü* est ainsi imaginée comme riche mais laide, épanouie au travail mais dans aucun autre domaine de sa vie. Ce discours peut être perçu comme particulièrement cruel, en témoigne un des nombreux articles de *Xinhua News* sur le sujet « Les *shengnü* méritent-elles notre compassion ? », décrivant des femmes frivoles aux idées « progressistes » qui finissent leurs jours seules quand leurs « coups d'un soir » les auront abandonnées. On les dit également superficielles et vénales: elle recherchent des hommes avec un meilleur cursus, une meilleure carrière, de meilleurs revenus qu'elles n'ont. L'homme doit en effet présenter une dot et garantir un logement lorsqu'il se marie, et la dot a significativement augmenté depuis que les femmes chinoises sont minoritaires dans la population. De plus, les *shengnü* sont diplômées et prospères, elles auraient donc des « attentes trop grandes et seraient simplement trop fières pour se contenter d'un homme qui n'y réponds pas." EN fin de compte, elles auraient mérité leur sort.

Le Parti a mis au centre de cette campagne le célibat choisi par ces femmes jeunes et diplômées et l'a travesti en farce : en fait elles ne choisiraient pas d'être seules, simplement personne ne voudrait d'elles. Ce récit sert à alimenter la peur chez les jeunes femmes, et leur dicter ce qu'il faut faire et ne pas faire : à l'évidence, avoir des idées progressistes et être fière de soi-même est à ne pas faire.

⁹⁴ Leta Hong-Fincher, "Women Under Xi Jinping 'Have Become More And More Oppressed", Radio Free Asia, 26 octobre 2018, disponible sur : <https://www.rfa.org/english/women/oppresed-10262018123314.html>

Ce terme *shengnü*, femme qui reste, laisse à penser que les femmes seraient en sur-nombre, et qu'ainsi il faudrait être une femme de « qualité » pour pouvoir fonder une famille – l'âge étant l'un des critères de cette qualité. Il permet de cacher une toute autre réalité : les hommes sont en sur-nombre de 30 à 40 millions d'individus, la politique de l'enfant unique imposée au peuple chinois de 1979 à 2015 ayant engendré avortements sélectifs et infanticides de filles. Cette campagne de propagande vise les étudiantes pour plusieurs raisons, dont la principale est l'urgence démographique : plus jeunes les femmes mettront au monde des enfants, plus rapidement le taux de natalité remontera, et les femmes sont le plus fertiles entre 16 à 26 ans. Ensuite, elle permet un meilleur contrôle: les femmes chinoises se construisent une identité féministe essentiellement sur leurs campus, à travers des associations étudiantes. La volonté de trouver impérativement un mari avant la fin de leurs études, de peur de devenir une *shengnü*, pourra opportunément prendre le pas sur toute activité militante. Enfin, cet âge limite de 27 ans décourage les étudiantes de poursuivre leurs études spécifiquement après le master: une femme qui termine ses études à 28 ans, devient forcément une *shengnü* dans l'imaginaire collectif . Ainsi encore moins de femmes auront accès aux postes de pouvoir ou de prestige.

Le célibat de ces femmes préoccupe tant le gouvernement qu'il organise à travers le pays des sessions de rencontres gratuites entre célibataires. Mais l'enjeu n'est pas uniquement démographique : il est également sécuritaire. Quand le Parti parle de maintenir la stabilité (*weiwen*), il fait référence aux dizaines de millions de « branche mortes » (*guanggun*), qui représentent un risque de sécurité majeur. Principalement présents dans les campagnes, ces hommes n'y rencontrent pas de femmes et ne correspondent pas non plus aux attentes des femmes éduquées des villes: ils n'ont pas d'argent, pas de situation professionnelle, pas de bagage universitaire. Désœuvrés, ces célibataires forcés seraient plus enclins à se prêter à des jeux d'argent, à des vols et des bagarres entre bandes rivales⁹⁵, à contester et à protester. Il y a en effet une corrélation de profil entre le genre (masculin), l'âge (jeune), le niveau socio-économique (peu élevé) et l'occurrence de comportements antisociaux, voire criminels⁹⁶. Il y a pire: un certain nombre d'entre eux achètent des femmes pour en faire leur épouse. Après quelques années à épargner, ces hommes partent en Indonésie ou au Vietnam pour acheter une femme ou une fille: ces femmes ou filles sont originaires de régions très

⁹⁵ Leta Hong-fincher, "Leftover Women: The Resurgence of Gender Inequality in China", Zed Books, Londres, 2014.

⁹⁶ Therese Hesketh and Zhu Wei Xing, "Abnormal sex ratios in human populations: Causes and consequences", Proceedings of the National Academy of Sciences, Sep 2006, Volume 103

pauvres et sont souvent piégées par leur entourage. Elles sont appâtées par la promesse d'une dot conséquente et de meilleures conditions de vie dans le cadre d'un mariage heureux. Les futurs époux sont mariés hors de Chine, devant des représentants locaux administratifs ou religieux, souvent complices, afin de permettre l'entrée sur le territoire chinois de la nouvelle épouse. Le calvaire commence pour les épouses dès leur arrivée : violences conjugales, viols, travail non-rémunéré au domicile et dans les champs. Certaines seront prostituées de force, assurant un revenu au mari. De nombreuses femmes sont kidnappées et sujet à trafic à la frontière pour être vendues directement en Chine – elles viennent de régions pauvres du Vietnam, du Laos, du Cambodge ou sont souvent réfugiées de Birmanie, ou de Corée du Nord. Entre 2013 et 2017 plus de 21.000 femmes et filles de Birmanie ont été mariées de force en ne comptant que la province de Shan⁹⁷. Acheter une femme à l'étranger est toléré des deux côtés de la frontière, et les plaintes rapidement étouffées. Une épouse étrangère qui dénonce son mari sera alors considérée comme une immigrante illégale et renvoyée dans son pays d'origine, où elle sera ostracisée⁹⁸. La Chine est d'ailleurs internationalement notée au niveau le plus bas en matière d'effort contre le trafic humain⁹⁹.

Un dernier enjeu motive la propagation de la notion d'épouses soumises, en charge des tâches domestiques : une soi-disant crise de la masculinité. Alors que la sphère politique chinoise promeut l'image d'un homme viril, téméraire et puissant, la tendance aujourd'hui est que les jeunes hommes ne sont plus aussi masculins que leurs aînés : ils seraient plus faibles, moins énergiques, ils se préoccuperaient plus de leur image. Depuis dix ans, les filles sont meilleures élèves que les garçons, récoltent la majorité des meilleures notes au *gaokao*¹⁰⁰ et sont parmi les meilleurs élèves à l'université. De nombreux articles sur *Xinhua News* parlent de *niangpao* ou de « mauviette ». Est en cause la popularité croissante, chez les jeunes hommes, des célébrités coréennes et japonaises arborant des attitudes, styles et maquillages androgynes : les jeunes chinois, pour plaire aux jeunes filles, prennent soin d'eux et de leurs styles en s'inspirant de ces personnalités. Là encore, les goûts et préférences des femmes chinoises seraient en cause : elles préféreraient les *xiaonaigou* (les petits chiens de lait) aux chauvinistes virils. *xiaonaigou* est le mot d'argot pour qualifier un homme jeune, beau,

⁹⁷ Hannah Beech, "Teenage Brides Trafficked to China Reveal Ordeal: 'Ma, I've Been Sold'", New York Times, 1^{er} août 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/08/17/world/asia/china-bride-trafficking.html>

⁹⁸ Amy Gunia, "A Shortage of Women in China Has Led to the Trafficking of 'Brides' From Myanmar, Says a Report", Times, 21 mars 2019, disponible sur : <https://time.com/5555695/china-women-trafficking-myanmar/>

⁹⁹ U.S. State Department's 2018 Trafficking in Persons Report, disponible sur : <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/01/282798.pdf>

¹⁰⁰ Le Concours national d'entrée d'éducation supérieure chinois

soumis et tendre. Les critères de la femme moderne ne jouent pas en la faveur d'une masculinité exacerbée, pas plus que la politique de l'enfant unique en son temps : le phénomène de l'enfant-roi a produit une génération de jeunes adultes timides et égocentriques qui ne défendront pas la nation¹⁰¹. Enfin, beaucoup pensent que cette "émasculatation" est la faute des féministes, qui remettent en cause les normes de genre, et encouragent les femmes à vivre de manière indépendante, avec une carrière mais sans mariage.

2. Une répression brutale contre les activistes féministes

Cette vision de la famille et de la femme du gouvernement Xi est ce contre quoi les féministes chinoises d'aujourd'hui se battent. Ces femmes toujours plus nombreuses qui rejettent le mariage par souci d'indépendance et de liberté contestent les campagnes du gouvernement: ici débute une lutte féroce entre activisme progressiste et politique conservatrice. Le mode d'action des jeunes femmes dénonçant les violences et les injustices sexistes dont elles sont victimes comprend les réseaux sociaux, les pétitions et les performances de rue afin de mobiliser l'opinion publique. Alors qu'une campagne de distributions d'autocollants contre le harcèlement sexuel dans les transports se prépare pour la Journée de la Femme en mars 2015, dix militantes sont arrêtées pour cause de « trouble à l'ordre public ». Cinq d'entre elles resteront emprisonnées pendant trente-six jours, provoquant une vague d'indignation parmi les femmes chinoises qui leur montrera leur soutien sur les réseaux sociaux. Elles ont été détenues dans des conditions très difficiles (pas de lit, interrogatoires de plusieurs heures, insultes et menaces de violence sur elles ou leurs familles) et celles qui ont des problèmes de santé n'ont eu que très tard accès à des soins, comme Wu Rongrong, qui est atteinte d'une hépatite B chronique. Quatre d'entre elles présentent aujourd'hui un syndrome post-traumatique de ce mois d'enfermement et de stress intense. Bien que les poursuites aient été abandonnées contre elle, elles ont été activement surveillées et conviées à « prendre le thé » avec les autorités – donc interrogées – après leur libération. Elles ont également été officiellement interdites de quitter le territoire – ce qui ne les a pas empêchés de partir à Hong-Kong ou aux Etats-Unis après qu'elles aient porté plainte.

¹⁰¹ Helen Gao, "'Little Fresh Meat' and the Changing Face of Masculinity in China", New York Times, 12 juin 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/06/12/opinion/little-fresh-meat-china.html>

Suite à cette première offensive contre l'activisme féministe, d'autres entités actives dans la lutte pour les droits des femmes ont été contraintes de fermer. C'est le cas de Weizhiming Women's Center en 2015, un centre de plaidoyer contre la violence faites aux femmes et le harcèlement sexuel dans les transports. C'est ensuite au tour du Zhongze Women's Legal Counseling Center en 2016, Centre d'Aide Juridique pour les Femmes Victimes de Violences de Beijing fondé, entre autres, par l'avocate pionnière des droits des femmes Guo Jianmei. En février 2017, c'est le tour de *Feminist Voice* d'être banni de la blogosphère, sans qu'aucune raison ne soit communiquée à sa fondatrice. Pour Lü Pin la raison en est que sa plateforme est un moyen d'organisation stratégique et de mobilisation. Depuis, elle continue d'écrire pour le Chinese Feminist Collective et milite depuis les Etats-Unis. Ses actions sont désormais destinées à faire porter la voix des féministes chinoises à l'étranger. En 2018, c'est le Centre d'Education Sexuelle et de Genre de Guangzhou qui ferme ses portes, une entité qui produisait des études sur le harcèlement sexuel et les violences de genre. Ce durcissement de la part de l'Etat s'abat également sur les universités. En décembre 2016, le Président Xi a enjoint les doyens d'université et hauts représentants de l'état à renforcer le contrôle idéologique sur les campus, afin qu'ils deviennent des « bastions du Parti »¹⁰². Selon Feng Yuan, une professeure de l'Université de Shantou, le contrôle idéologique sur les études genre a été particulièrement sévère : les peu de ressources auxquelles elle avait accès devait être validé par l'A.C.W.F. L'université de Shantou a d'ailleurs été réprimandée pour avoir hébergé une communauté active d'étudiantes féministes¹⁰³. Ces étudiantes, ainsi que les activistes plus âgées telles que les *Feminist Five*, subissent ce contrôle de l'Etat également à un niveau personnel. Par exemple, une étudiante militante, Zhu Xixi, raconte la pression qu'elle subissait de la part des agents de sécurité qui la menaçaient de renvoi de l'Université si elle n'arrêtait pas ses campagnes de sensibilisation. D'autres militantes ont aussi été harcelées de cette manière, à l'instar de Xiao Meili qui a été expulsé de trois de ses domiciles, avec des préavis de seulement trois jours¹⁰⁴: les différents propriétaires avaient été informés qu'elle vivait avec sa petite amie lesbienne.

La détention des *Feminist Five* marque le démarrage d'une répression de masse des militantes féministes mais pas uniquement elles. Sont arrêtés le 9 juillet de la même année

¹⁰² Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 175.

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 101

plus de 250 militants, avocats et journalistes œuvrant à la défense des droits de l'Homme – et de facto pour les droits de la Femme. La majorité ont été inculpés pour trouble à l'ordre public, mais des chefs de file, comme les avocats Wang Quanzhang et Yu Wensheng, ont été emprisonnés pour « incitation au renversement du pouvoir » et sont encore derrière les barreaux. Wang Yu a été libérée en 2018 sous la pression internationale, et à sa sortie, a déclaré à la télévision qu'elle admettait que ses erreurs et que ses activités de militant pour les droits humains étaient néfastes : les autorités la contraignent désormais à tenir ce discours pour dissuader d'autres activités¹⁰⁵. Les autres militants qui n'ont pas été inculpés sont sous étroite surveillance. Suite à ce *crackdown*, en novembre 2016, de nouvelles réglementations sont entrées en vigueur dans le cadre d'une répression administrative globale : il est ainsi obligatoire de soutenir officiellement le Parti pour pratiquer le Droit, et il est interdit d'inciter, d'organiser et de participer à des manifestations, physiquement ou en ligne¹⁰⁶. Les licences professionnelles peuvent être révoquées et les cabinets juridiques fermés le cas échéant. Les O.N.G. sont également concernées par le durcissement du contrôle étatique : à partir de 2017, toute O.N.G. qui reçoit des fonds étrangers est strictement surveillée et les O.N.G. étrangères doivent être inscrites au Ministère de la Sécurité Publique et avoir un sponsor chinois officiel¹⁰⁷. Pékin justifie cette nouvelle réglementation par sa méfiance des états étrangers, qui fomenteraient une révolution contre le Parti unique. Cette suspicion est au cœur de la réponse étatique contre le réveil féministe en Chine. Dès mars 2013, le Parti aurait fait circuler une note, titrée « Document No.9 », mettant en garde contre les infiltrations provenant des opinions publiques occidentales, telles que la démocratie, la société civile, la liberté, les erreurs du Parti Communiste. Selon ce document, la société civile et leurs activités de plaideraient tenteraient de démanteler la fondation sociale du Parti¹⁰⁸.

Cette méfiance de l'Occident est un excellent outil dans la propagande antiféministe. En mai 2017, la directrice de l'ACWF a prononcé un discours accusant les mouvements féministes de diffuser des idéaux occidentaux, et de pousser à la « suprématie féminine » sous couvert de discours d'autonomisation, de charité et de diminution de la pauvreté. Ce

¹⁰⁵ Hong Ning, Olivie Li, "L'avocate la plus courageuse de Chine décrit la torture inhumaine dans les prisons chinoises", The Epoch Times, 18 novembre 2019, disponible sur : <https://fr.theepochtimes.com/lavocate-plus-courageuse-de-chine-decrit-torture-inhumaine-prisons-chinoises-1117322.html>

¹⁰⁶ Lawyersforlawyers.org, "4th Anniversary of the '709 Crackdown", 9 juillet 2019, disponible sur : <https://lawyersforlawyers.org/en/4th-anniversary-of-the-709-crackdown/>

¹⁰⁷ Tom Hancock, "China law puts foreign NGOs under tighter control", Financial Times, 22 avril 2018, disponible sur : <https://www.ft.com/content/a61994da-3ec1-11e8-b7e0-52972418fec4>

¹⁰⁸ Tom Mitchell, "Xi's China: Smothering dissent", Financial Times, 27 juillet 2016, disponible sur : <https://www.ft.com/content/ccd94b46-4db5-11e6-88c5-db83e98a590a>

discours antiféministe, lié à une suppression violente dans les médias, fait qu'il est presque devenu acceptable de condamner la lutte pour les droits des femmes

Alors que le mouvement #MeToo prenait d'assaut l'Internet chinois en 2018, et que les étudiantes protestaient pour leur sécurité sur les campus, de nombreux internautes ont décrié ce féminisme occidental qui perturberait l'ordre et qui n'aurait pas sa place en Chine. Cette idée que le harcèlement sexuel est un problème occidental a d'ailleurs trouvé sa place dans un journal du Parti, *le China Daily*. On lit dans ses colonnes que la Chine ne serait pas concernée par le sujet car « les hommes chinois ont été éduqués à protéger la femme. Agir de manière inappropriée envers les femmes, dont les harceler sexuellement, va à l'encontre des valeurs traditionnelles chinoise ¹⁰⁹». Dans les media chinois, les crises sociales se produisant à l'étranger sont souvent contrastées de manière positive: on retrouve cette même stratégie lors de l'émoi qu'a provoqué le viol en réunion qu'a subi une femme dans un bus en Inde en 2012¹¹⁰. Alors que le sujet des viols en Chine était abordé dans la continuité du sujet des viols en Inde, et d'un épouvantable viol et meurtre d'une enfant de 11 ans dans la province du Gansu¹¹¹, *Xinhua* publie "A Case of Gang Rape Reflects the True India.". Le résultat en est que les femmes sont réduites au silence car il y a pire ailleurs, que les cas de viols en Chine sont étouffés, et que les hommes sont finalement fiers de vivre dans un pays sûr. Le nationalisme joue un rôle prépondérant dans cette propagande : le fait que la Chine s'enorgueillit dans les sphères internationales de se battre contre l'inégalité femme-homme et d'aider à financer dans des pays en voie de développement des programmes pour l'éducation des filles, désamorce les critiques des femmes chinoises. Le contrecoup qu'ont subi les femmes victimes pendant #MeToo s'est traduit par des insultes, des remises en question et de la culpabilisation de la part des internautes masculins, mais aussi par des reproches : critiquer la Chine pour son indifférence quant aux violences sexuelles est antipatriotique, et serait l'œuvre de forces hostiles étrangères. Certains accusaient même des

¹⁰⁹ Benjamin Haas, « Anger as Chinese media claim harassment is just a western problem », *The Guardian*, 1^{er} octobre 2017, disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/17/anger-as-chinese-media-claim-harassment-is-just-a-western-problem>

¹¹⁰ Bethany Allen-Ebrahimian, "China Refuses to Admit It Has a Rape Problem. I Would Know.", *Foreign Policy*, 25 octobre 2017, disponible sur : <https://foreignpolicy.com/2017/10/25/china-refuses-to-admit-it-has-a-rape-problem-i-would-know/>

¹¹¹ Debasish Roy Chowdhury, "Deadly demographics: Women face grim odds in male-heavy societies like China, India", *South China Morning Post*, 29 janvier 2013, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/article/1138110/deadly-demographics-women-face-grim-odds-male-heavy-societies-china-india>

militantes féministes d'avoir un agenda pro-Islamique¹¹², du fait de rumeurs insinuant que Lü Pin recevrait, à travers *Feminist Voice*, des financements de l'Arabie Saoudite. Li Maizi, figure éminente du féminisme chinois et membre des *Feminist Five*, a d'ailleurs relevé que la propagande du P.C.C. sur les réseaux sociaux était devenue extrêmement efficace lorsqu'il s'agit de déclencher des sentiments nationalistes, xénophobes, misogynes et islamophobes auprès des internautes, une audience évaluée à 700 millions¹¹³ de personnes.

Les militantes féministes puisent leur force principalement dans les réseaux sociaux, où elles parviennent à rassembler sur des sujets de société qui concernent les femmes et les filles. La présence du Parti en ligne est donc pour elles une menace, surtout maintenant que le mouvement semble perdre de l'élan. Avec #MeToo, les militantes ont réussi à susciter une mobilisation sans précédent mais qui a faibli au fil du temps. La puissance de #MeToo était d'ailleurs inespérée, au regard de la censure, du contrôle et de la surveillance toujours plus stricte d'Internet – et il y a peu de chances qu'un autre événement prenne de nouveau une telle ampleur. L'opinion publique dans son ensemble reste fermée à l'idée que les violences sexuelles existent et qu'il faille des législations pour y remédier, d'autant plus que la majorité de la population ne se sent pas concernée. Sont en cause la minimisation constante des violences sexuelles, la culpabilisation systématique des victimes et l'omission des discours autour du sexe et du consentement. Pourtant les féministes chinoises ont réussi à mobiliser les femmes et le débat public. Selon Zheng Churan, l'activisme féministe a connu une certaine notoriété en 2012 pour deux raisons¹¹⁴. La première est une frustration des femmes au sujet de la parole, qui, dès qu'on leur a donné l'occasion de parler, l'ont saisi. L'incident du métro de Shanghai a amorcé une discussion sur le harcèlement sexuel dans les transports entre les femmes et les hommes sur la liberté sexuelle et le consentement. La deuxième est que jusqu'en 2015, la censure en ligne ciblant les problématiques féministes était encore en cours d'installation: des ressources étrangères sur le sujet étaient accessibles et la discussion relativement libre (en témoigne le succès de *Feminist Voice* et autres microblogs féministes). Aujourd'hui, cette fenêtre de liberté est fermée, et les générations

¹¹² Jiayun Feng, "Hard times for feminists in China", SupChina, 8 mars 2017, disponible sur : <https://supchina.com/2017/03/08/hard-times-feminists-china/>

¹¹³ Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 195.

¹¹⁴ Zheng Churan, "The Success of China's Anti-Sexual Harassment Campaign (我是搗蛋鬼, 不是螺絲釘：中國女權行動派的聲音)", medium.com, le 12 février 2018, traduction disponible sur : <https://medium.com/@cfeministcollective/the-success-of-chinas-anti-sexual-harassment-campaign-98b7a808802d>

qui viennent n'auront pas autant de moyens pour former leurs discours et leurs revendications. Bien qu'elles luttent toujours contre les violences sexuelles, et qu'elles restent actives sur les réseaux, l'écho de leur parole ne résonne plus aussi fort. *Toujours est-il que ses effets restent dans la durée : les victimes réalisent que les violences sexuelles qu'elles ont vécues ne sont pas des événements isolés mais bien un problème social, mais aussi que le gouvernement chinois joue un rôle majeur dans l'exposition des femmes à ces violences. Bien que ces femmes ne soient pas dissidentes et n'aient pas pensé à mal quand elles ont posté leurs témoignages, la censure de masse sur les hashtags #MeToo et #WoYeShi ont provoqué une amertume chez les victimes.*

Le Parti a tenté de faire bonne figure depuis 2015 en légiférant contre certaines violences, mais ne le fait qu'à moitié. En 2015, la définition du viol sur enfant est modifiée dans la loi, mais la définition est incomplète, et très tardivement mise en œuvre. En 2016, suite à une pression toujours plus forte des activistes et de la société civile, les violences domestiques sont enfin criminalisées. Sont punies par la loi les violences physiques et verbales contre sa partenaire, mais pas les violences sexuelles et les violences économiques, pourtant prévalentes et reconnues comme des formes de violences domestiques par les organisations internationales. La Chine fait partie des dix derniers pays à ne pas punir le viol conjugal. De plus, prévenir et sanctionner ces violences domestiques requiert des efforts d'organisation et de sensibilisation que le P.C.C. n'a pas mis en œuvre: les agents de police ne sont pas formés et considèrent les plaintes pour violences conjugales comme une affaire privée ; et un flou juridique persiste concernant l'utilisation des ordonnances de protection ou les conditions de recueil de preuves. En décembre 2019, 5.749 ordonnances ont été émises¹¹⁵. Enfin, en 2020, le P.C.C. a inscrit dans le Code Civil une définition explicite du harcèlement sexuelle. Bien que l'introduction de notions telle que le harcèlement dans le cadre légal représente une victoire pour les mouvements féministes, ceci ne suffira pas pour combattre les violences de genre – qui sont dues à des rapports de force inégaux et omniprésents des hommes sur les femmes, dans tous les domaines de la société, vécus depuis la petite enfance. Le cadre juridique peut aussi être une arme contre les victimes : de plus en plus d'hommes portent plainte pour diffamation suite aux témoignages postés sur les réseaux sociaux. Avant #MeToo, déjà la majorité des plaintes liées au harcèlement sexuel était déposées par les accusés eux-mêmes : de 2010 à 2017, sur les 34 seules plaintes recensées en Chine, 19 sont

¹¹⁵ Hao Yang, "China's Domestic Violence Law Turns Four", The Asia Foundation, 1er avril 2020, disponible sur: <https://asiafoundation.org/2020/04/01/chinas-domestic-violence-law-turns-four/>

déposées par le harceleur¹¹⁶. Cette tendance conduit à contraindre les victimes au silence : une femme qui dénonce un homme pour harcèlement s'expose au jugement de ses pairs et des juges, qu'elle devra convaincre. Or, ici la charge de la preuve est difficile à porter. Le cas le plus médiatisé est l'affaire Zhou Xiaoxuan et Zhu Jun. Zhou Xiaoxuan, jeune scénariste de 21 ans, a publié sur *Sina Weibo* que Zhu Jun l'aurait agressée sexuellement dans le studio dans lequel ils travaillent. Zhu Jun a directement porté plainte pour diffamation, ce à quoi elle répond en portant plainte pour agression sexuelle. Zhou est devenue le visage de la lutte contre le harcèlement sexuelle qui fait face à la censure, à la pression étatique, et aux menaces qu'elle reçoit de la part d'internautes¹¹⁷.

Paradoxalement, certaines lois sont votées alors qu'elles représentent un danger pour l'autonomisation des femmes, comme la réforme de la Loi Mariage en 2011 qui a évincé les femmes chinoises de profits potentiels du marché immobilier. La loi sur le divorce de 2020 énonce qu'une période d'attente de trente jours est obligatoire entre le moment où un couple demande le divorce et le début de la procédure. Cette une atteinte au libre-arbitre des femmes chinoises au nom d'une « famille et société harmonieuse ». En effet, parmi les 4 millions de divorces enregistrés par an, 74% des procédures sont initiées par des femmes. Bien que discriminées, les femmes chinoises n'ont jamais eu autant d'opportunités professionnelles : elles ne sont plus contraintes de rester dans un mariage malheureux. Bien que le divorce soit de plus en plus commun, un stigma y reste quand même attaché. Le terme *shengnü* est d'ailleurs utilisé contre les femmes divorcées. Ce délai est particulièrement dangereux car le moment de la séparation représente un pic de danger – c'est généralement à ce moment-là qu'est commis un féminicide.

Le gouvernement Xi est également l'instigateur de nouveaux programmes qui inquiètent les activistes chinois et interrogent les médias occidentaux. Bien que la notion de « système de crédit social » ait été introduite en 2002 par Jiang Zemin, alors Président de la République Populaire de Chine, ce n'est qu'en 2014 que démarre officiellement la construction d'un système national de *scoring*. Possible grâce à l'intelligence artificielle, au réseau de caméras de surveillance et à la reconnaissance faciale, le concept du crédit social est de récompenser ou de punir les citoyens (et les personnes morales) en fonction de leurs actions, avec cet

¹¹⁶ Sui-Lee Wee, Li Yuan, "They Said #MeToo. Now They Are Being Sued.", *New York Times*, 26 décembre 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/12/26/business/china-sexual-harassment-metoo.html>

¹¹⁷ Javier C. Hernandez, "She's on a #MeToo Mission in China, Battling Censors and Lawsuits", *New York Times*, 4 janvier 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/01/04/world/asia/china-zhou-xiaoxuan-metoo.html>

objectif de créer une « nation vertueuse d'harmonie sociale »¹¹⁸. Déjà introduit au niveau local, le système devait être mis en place au niveau national en 2020, mais la crise du COVID-19 a retardé cette échéance. Ce système inquiète pour des raisons évidentes : quelles actions précisément seront considérées comme « mauvaises » ? Pour les activistes, la réponse est évidente : critiquer une action du Parti, plaider sur les réseaux sociaux, distribuer des autocollants, faire signer une pétition. Théoriquement, ces outils permettraient de sanctionner plus facilement les auteurs de violences envers les femmes : la surveillance et la reconnaissance faciale permettraient de retrouver les auteurs lorsqu'ils ne sont pas connus de la victime, les points déduits suite aux plaintes déposées limiteraient la liberté des agresseurs et les récidives... En réalité, il n'en sera rien: trois agressions sexuelles sur quatre sont commises par un homme connu de sa victime, reporter l'agression demandera toujours autant de courage. L'accusé aura toujours la possibilité de répondre par une plainte pour diffamation – et donc de sanctionner le crédit social de sa victime.

Ainsi, les réformes sécuritaires ne jouent jamais en faveur des victimes: c'est une évolution des mentalités à l'échelle nationale qui pourrait réellement changer la donne. Mais le Parti préfère l'harmonie au détriment des femmes, et d'une égalité femmes- hommes qui pourrait provoquer un *backlash* masculin à l'encontre du pouvoir.

Xiao Meili fait aussi part de ses inquiétudes quant aux outils de gestion des données personnelles relatives aux activistes¹¹⁹. Elle relate un épisode où, en 2016, un officier de police l'a intimidée et menacée à son domicile pour qu'il puisse relever ses empreintes digitales (qu'elle avait pourtant déjà fournies lors de son arrestation). Les agents de police collectent les données biométriques des militants, dans le cadre d'un programme de surveillance accrue d'une sélection de personnes (ils disposent de leur A.D.N.). Plus de 40 millions de personnes sont concernées dont les activistes, les travailleurs migrants et les musulmans Ouïghours. La Chine est ainsi classé première des cinquante pays qui utilisent les données biométriques de manière la plus vaste et intrusive, selon Comparitech. Des données de navigation Internet, de localisation et d'historique d'achats sont également réquisitionnées auprès d'entreprises tierces: elles concourent à l'élaboration d'un « *Police*

¹¹⁸ Emmanuel Dubois, «Le système de crédit social : Comment la Chine évalue, récompense et punit sa population », Institut Thomas More, Juillet 2019, disponible sur : http://institut-thomas-more.org/2019/07/29/le-systeme-de-credit-social-%e2%80%a2-comment-la-chine-evalue-recompense-et-punit-sa-population/#_ftn1

¹¹⁹ Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 102

Cloud » au Ministère de la Sécurité Publique, qui permettrait de suivre les mouvements, l'entourage et les connexions d'une personne particulière.

Dans son ouvrage *Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China*, Leta Hong-Fincher théorise l'autoritarisme patriarcal : un régime autoritaire qui comprend la subordination des femmes comme élément fondamental de sa stabilité. Le P.C.C. a toujours tiré profit de la misogynie et du sexisme, qui permettent un contrôle accru de la population chinoise. Leta Hong-Fincher souligne par ailleurs que la longévité du Parti repose sur sa capacité d'adaptation aux changements sociaux et économiques – adaptations réalisées au détriment des femmes. L'élément saillant ici est que le gouvernement Xi ne s'en cache plus vraiment : « *Aucun dirigeant communiste avant Xi n'a jamais osé dire ouvertement que les femmes devaient porter la charge domestique*¹²⁰ ». A noter que ces femmes, bien qu'elles soient soumises à une pression sociale et familiale élevée, défendent qu'il n'y a rien de mal à vivre seule. Elles apprécient vivre indépendamment et refusent de se résoudre à épouser un homme juste pour ne pas devenir *shengnü* – notion qu'elles se sont réapproprié le terme en utilisant les idéogrammes 胜女 (ce *shengnü* signifiant femme de succès). A l'inverse, beaucoup d'hommes chinois estiment qu'une femme doit se marier avant 27 ans, au risque de devenir indésirable – en témoigne un sondage de Xinhua News où 90% des hommes interrogés sont d'accords avec cette déclaration¹²¹.

B. Une crise démographique sans précédent, ou une crise de plus ?

Une crise démographique se prépare en Chine : les projections indiquent que la population chinoise atteindra un pic de 1,45 milliards d'individus en 2029, pour chuter dans les décennies suivantes. D'ici 2050, plus d'un tiers de la population aura plus de 65 ans, et le nombre de personnes qui auront l'âge de travailler va décroître. Cette crise est liée à un taux de natalité en baisse : il y aura trop peu de personnes pour alimenter la croissance économique chinoise, prendre soin des personnes âgées et enfanter. Pour pallier à ce manque démographique, le Parti presse la population à relancer la natalité mais les écueils sont nombreux, et complexes. Car au-delà d'un déséquilibre démographique entre les genres, se développe un déséquilibre entre les tranches d'âge.

¹²⁰ Citation de Wang Zheng, professeure d'Etudes et d'Histoire Féminines à l'Université de Michigan, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/07/16/world/asia/china-women-discrimination.html>

¹²¹ Leta Hong-Fincher, "Leftover Women: The Resurgence of Gender Inequality in China", Zed Books, Londres, 2014.

1. Plusieurs facteurs contribuent au phénomène de la « gray wave »...

Fondamentalement, la population vieillit car la population ne se renouvelle pas: le taux de fertilité est extrêmement bas depuis la mise en œuvre de la politique de l'enfant unique. Pour autant, sous le gouvernement Mao, qui estimait que « plus nous sommes nombreux, plus nous sommes forts », les familles nombreuses étaient encouragées. Encouragées à tel point que la population chinoise augmentait à un rythme soutenu, pour bientôt atteindre le milliard d'individus. A ce stade de croissance, de nouveaux problèmes sont apparus : les conditions de vie de la population dans son ensemble ne pouvaient être assurées – pas assez de travail, pas assez d'infrastructures, pas assez de ressources. Un changement radical de politique nataliste est alors institué : à partir de 1979, il est interdit de mettre au monde plus d'un enfant par ménage. Cette loi est mal accueillie par le peuple chinois, car considérée comme « trop stricte ». En effet, la norme, issue de la culture traditionnelle chinoise, est la famille nombreuse, et ce depuis la Chine impériale. Avoir de nombreux enfants est une sécurité contre les aléas de la vie : les parents s'occupent des enfants lorsqu'ils sont en bas âge, puis à leur tour les enfants devenus adultes s'occupent de leurs parents. Pour s'assurer que les populations obéissent à la loi, de nombreux stratagèmes sont mis en place. Tout d'abord, une communication massive sur de nombreux canaux, slogans, affiches et même chansons ; ensuite, des amendes exorbitantes en cas de deuxième naissance ; enfin l'intimidation, la stérilisation forcée des jeunes mamans, l'avortement forcé du deuxième ou troisième enfant (jusqu'à 8 ou 9 mois de gestation). Elles étaient alors encadrées par des représentants locaux, des équipes médicales spécialisées dans ce type d'intervention et des fonctionnaires du planning des naissances chinois. Au-delà de la violation évidente de l'intégrité physique et des libertés individuelles de ces femmes, ces pratiques étaient d'autant plus douloureuses que la majorité d'entre elles souhaitaient véritablement d'autres enfants.

La limitation d'un enfant par foyer a également provoqué une vague terrible d'infanticides et d'abandons de petites filles, la préférence des familles allant au fils, qui reste dans le foyer familial et s'occupe de ses parents après le mariage, alors que la fille part vivre dans la famille de son mari. Entrait aussi en considération le fait que les hommes avaient plus de chances que les femmes d'avoir un emploi bien rémunéré. Les conditions de vie étaient particulièrement difficiles pendant les années de la politique de l'enfant unique ;

elles l'étaient notamment avant la fin des années 1990 où on assistait à la montée de la classe moyenne et l'avortement déterminée par le sexe qui a limité le nombre d'infanticides. Elles expliquent en partie pourquoi la population a été si résilient à cette époque : les chinois avaient la conviction que le Parti était « infaillible », et craignaient que leur condition ne s'aggrave, par exemple à cause d'une famine. Ils n'avaient pas d'autres choix.

Le contexte est très différent pour cette nouvelle tentative de planification de population orchestrée par le gouvernement Xi.

La qualité de vie s'est considérablement améliorée pour une grande partie des habitants, avec l'émergence d'une classe moyenne, en même temps que l'influence du Parti sur la population s'est grandement amoindrie : l'Economist Intelligence Unit prévoit que d'ici 2030 480 millions de personnes accéderont à une classe moyenne supérieure. Or, le taux de fertilité baisse mécaniquement au fur et à mesure que les conditions de vie s'améliorent. Non seulement cette tendance compromet l'espoir du Parti de voir une explosion du nombre de naissances dans les prochaines années, mais elle remet aussi en question la pertinence de la politique de l'enfant unique. On peut tracer un parallèle avec le Japon, qui connaît un vieillissement de sa population sans planification démographique, en même temps qu'il accumulait une certaine richesse. Alors que la Chine se félicite d'avoir évité près de 400 millions de naissances depuis 1979, beaucoup de démographes réfutent ce nombre. « Il est basé sur l'hypothèse que si la politique de l'enfant unique n'était pas appliquée, le taux de fertilité serait resté le même » selon Gietel-Basten, professeur en politique sociale¹²². De plus, les modalités de ce revirement de politique provoquent l'indignation. Alors que des centaines de millions de mamans étaient requises – intimidées – de se faire poser un stérilet jusqu'en 2015, l'annonce du Parti de proposer de les retirer gratuitement, sans une once de regret de les avoir imposés en premier lieu, a scandalisé¹²³. Les femmes d'aujourd'hui ressentent une pression énorme d'avoir des enfants, pour rectifier une situation qui est en fait l'héritage de cette politique. Cinq ans après que soit assouplie la politique de l'enfant unique, le taux de fertilité reste néanmoins très faible. Alors que le planning des naissances

¹²² Justin Parkinson, "Five numbers that sum up China's one-child policy", BBC, 29 octobre 2017, disponible sur : <https://www.bbc.com/news/magazine-34666440>

¹²³ Sui-Lee Wee, "After One-Child Policy, Outrage at China's Offer to Remove IUDs", New York Times, 7 janvier 2017, disponible sur : nytimes.com/2017/01/07/world/asia/after-one-child-policy-outrage-at-chinas-offer-to-remove-iuds.html

projetait 20 millions de naissances par an, le nombre de naissances réel culmine à 17,86 millions en 2017, pour atteindre 14,65 millions en 2019¹²⁴.

Si le taux de fertilité est négativement corrélé à la qualité de vie, c'est d'abord dû à une meilleure éducation des femmes et des opportunités professionnelles plus nombreuses. C'est pour cette raison précise que les jeunes citadines de 20-30 ans sont visées par les campagnes d'humiliation autour de la *shengnü* : alors qu'elles sont par ailleurs considérées comme des femmes de qualité en regard de leur capital culturel, le Parti les incite à procréer pour assurer une population en âge de travailler suffisante d'ici 2050. De plus, la classe moyenne et urbaine ne cesse de croître (près de 70% de la population vivra dans des villes d'ici 2030) : ces femmes éduquées et modernes sont censés procréer afin d'élever la qualité (*suzhi*) du peuple chinois dans son ensemble. Mais avoir un enfant est sacrifice pour une femme en Chine. Il est déjà difficile pour une femme de trouver un emploi en sortant diplômée de l'université : les employeurs se méfient des jeunes femmes car ne souhaitent pas payer pour les congés maternité, et considèrent les mères de famille moins compétentes car moins disponibles. Même embauchée, une femme qui tombe enceinte sera rétrogradée ou renvoyée. Alors que le marché du travail laisse pour compte les femmes, le Parti renforce cette tendance en limitant les aides aux mères qui travaillent, et refusant d'élever l'âge de départ à la retraite, qui est de 50 ans pour les femmes, 55 ans quand elles occupent un poste officiel. Toutes ces entraves combinées poussent les femmes à faire un choix difficile : avoir un enfant ou avoir une carrière. Les campagnes de propagande du Parti depuis une décennie et le mythe des *shengnü* qu'elle véhicule, laisse deviner quel choix les femmes chinoises sont incitées à faire.

Pourtant, si l'on se réfère à la capacité de résistance des femmes chinoises aux différentes pressions et leur appétit à vivre de manière indépendante, la coercition ne paraît véritablement pas être la solution idéale pour stimuler la natalité des femmes diplômées chinoises. Au contraire, il faudrait les soutenir dans leurs aspirations : développement de garderies, allongement du congé paternité, renforcement des lois anti-discrimination (voire un quota obligatoire de femmes).

Evidemment, pour la grande majorité les jeunes parents, l'idée d'un autre bébé qui tiendrait compagnie à l'aîné séduit mais le coût de l'éducation d'un enfant en Chine est extrêmement élevé. Dès ses deux ans, un enfant chinois est scolarisé et suit déjà des activités extra-

¹²⁴ Selon Statista.com

scolaires comme l'anglais, le piano, la danse... Arrivé en primaire, s'ajoutent à ces activités des cours de soutien : entre 60% et 70% des élèves chinois y ont recours. Ainsi, les parents déboursent pour les cours de soutien entre 120,000 yuans (17,400\$) par ans ; à Shanghai ou à Pékin les prix atteignent 300,000 yuans (43,500\$)¹²⁵. Depuis l'instauration de la politique de l'enfant unique, les parents investissent considérablement dans les études de leur enfant pour leur assurer le meilleur avenir. Il est très difficile d'attendre des parents chinois de se sacrifier encore plus pour un deuxième enfant ; ils ne diviseront pas en deux le budget des activités et cursus extra-scolaires de crainte que leur enfant ne soit distancé par les autres élèves dans la compétition des études. De plus, si l'enfant est un garçon, les parents doivent pouvoir lui acheter un appartement pour sa dot, au risque de ne pas pouvoir le marier, dans un pays où la valeur des biens immobiliers croît de manière exponentielle. Les maigres avantages que le Parti accorde aux parents qui se conforment aux « politiques de fertilité », comme des congés maternité et paternité prolongés et payés, ou des subventions (variables en fonction des provinces¹²⁶) ne suffisent pas contrebalancer ces freins financiers.

Ce déséquilibre démographique est d'autant plus inquiétant que le P.C.C. ne semble pas disposer d'autres solutions que de coercer les femmes à enfanter. Bien que de nombreux retraités occupent leur propre appartement, acquis lors de leurs mariages, leur autonomie financière n'est que très limitée. Alors que toutes les économies sont investies dans un logement à l'occasion du mariage des enfants, les parents chinois vieillissent généralement sans épargne. La Chine a mis en place en 1997 un fond de pension pour soutenir les retraités chinois : ce fond, dont la réserve atteint 4,3 trillions de yuans (714 milliards de dollars)¹²⁷ fin 2018, soulève néanmoins des inquiétudes depuis qu'un rapport alerte qu'il sera épuisé d'ici 2035. L'écart grandissant entre population active et population retraitée viendra à bout de ces réserves : le système n'est pas tenable à terme. La méfiance monte chez les jeunes travailleurs : ils s'inquiètent pour leur avenir, et pour certains, soupçonnent une mauvaise gestion du fonds, au regard des pensions généreuses accordées aux anciens fonctionnaires

¹²⁵ Laurie Chen, "Chinese parents spend up to US\$43,500 a year on after-school classes for their children", South China Morning Post, 4 décembre 2018, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/2176377/chinese-parents-spend-us43500-year-after-school-classes-their>

¹²⁶ China Plus, "Couples are being offered benefits to have a second child", China.org.cn, 19 juillet 2018, disponible sur : http://www.china.org.cn/china/2018-07/19/content_57792453.htm

¹²⁷ Franck Tang, "China's workforce saving more for retirement amid concerns about state pension, survey finds", South China Morning Post, 20 septembre 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3028138/chinas-workforce-saving-more-retirement-amid-concerns-about>

de l'Etat. La pension moyenne d'un travailleur serait de 2.000 à 3.000 yuans par mois, quand celle d'un ancien employé de l'Etat oscillerait entre 6.000s et 10.000 yuans¹²⁸. Le système de pension chinois repose sur trois piliers : la pension d'état, la contribution supplémentaire des entreprises et du personnel, et un programme commercial. Actuellement, le système repose uniquement sur le premier pilier. Fin 2019, les législateurs ont ouvert le deuxième pilier aux investissements étrangers, ce qui a permis une hausse de 2 points de pourcentage *11 mais ce sera vraisemblablement insuffisant. A l'heure de la retraite, la situation est particulièrement critique pour les fermiers et travailleurs migrants qui sont exclus du système de répartition, précaires et donc qu'ils n'ont aucune épargne. Des solutions sont actuellement à l'étude afin d'endiguer le déficit du système de retraites, comme élever l'âge de départ à la retraite ou revaloriser les contributions des travailleurs.

Un autre dysfonctionnement apparaît lorsqu'un parent n'est plus apte à vivre seul : les maisons de repos sont beaucoup trop coûteuses, à tel point qu'elles ne sont occupées qu'à moitié de leur capacité. Dans les zones rurales, où les pensions sont moins élevées qu'en villes, les maisons de repos ne sont occupées qu'à 39%; pourtant, elles ne cessent de se multiplier, dans l'idée que le nombre grandissant de personnes âgées en Chine leur sera profitable à terme. Culturellement, les parents âgés n'osent pas demander de l'aide financière à leurs enfants, qui ont leurs propres dépenses (comme le remboursement de la maison, ou les activités artistiques de l'enfant). Alors l'Etat intervient : les subventions versées aux centres de soins ont augmenté, permettant une baisse de tarif pour les patients. Dans le cas du Sunset Senior Care Center de la province du Zhangjiakou, le gouvernement a même dû verser plus du double des subventions normalement allouées, pour permettre au centre d'accueillir plus de pensionnaires et ainsi être profitable pour la première fois en 17 ans¹²⁹. Pour les soins, de nombreuses familles se tournent vers les aides à domicile, que la pénurie de soignants rend difficile à obtenir. Fautes de mieux, les familles modestes finissent par recruter une aide sous-qualifiée via l'économie informelle¹³⁰. Les frais médicaux des aïeuls sont partagés entre les enfants, mais la prochaine génération de retraités ne pourra compter que sur sa maigre épargne et son enfant unique : « Le pays deviendra vieux avant qu'il ne

¹²⁸ Joyce Huang, "Public Resentment is Rising Over China's Pension Crisis", VOA News, 17 avril 2019, disponible sur : <https://www.voanews.com/east-asia/public-resentment-rising-over-chinas-pension-crisis>

¹²⁹ Sun Yu, Xinning Liu, "China's private nursing homes out of reach for most of elderly", Financial Times, 6 janvier 2020, disponible sur : <https://www.ft.com/content/6c49c46e-14bc-11ea-9ee4-11f260415385>

¹³⁰ Ni Dandan, « China's hidden crisis : a growing elder care gap », Sixth Tone, 18 août 2020, disponible sur : <http://www.sixthtone.com/news/1006061/chinas-hidden-crisis-a-growing-elder-care-gap>

devienne riche ». Cette inquiétude est la cause du refus de faire un deuxième enfant : il faut avant tout s'assurer que son enfant ait toutes les opportunités de réussite pour garantir une retraite décente à ses parents.

Les données du casse-tête sont les suivantes : pour endiguer la crise démographique de 2050 et garantir un nombre suffisant de jeunes actifs, il est nécessaire de stimuler les naissances de manière ininterrompue jusqu'en 2025. Il y a ainsi un caractère d'urgence pour le Parti : néanmoins son choix d'alternatives possibles peut être discuté.

En 2017, le gouvernement chinois a, dans un article publié dans son organe de presse People's Daily, sondé l'opinion publique quant à l'utilisation de la Gestation Pour Autrui « non-commerciale »¹³¹ : il en ressort que parmi 90 millions de couples susceptibles d'avoir un second enfant, 60% des épouses ont plus de 35 ans, compromettant les chances de grossesse. Devant les réactions virulentes des internautes, les résultats du sondage ont été retirés.

La proposition du législateur Huang Xihua a reçu le même accueil : il a proposé au Congrès National du Peuple de 2017 de baisser l'âge minimum légal du mariage à 18 ans pour les deux genres, au lieu de 20 ans pour une femme et 22 ans pour un homme¹³². Il en a été de même en 2013, lorsque la ville de Wuhan a proposé un projet de loi visant à sanctionner les femmes célibataires à hauteur de 82.000 yuans (13.000\$) pour chaque enfant né hors mariage¹³³.

En fin de compte, si les naissances n'atteignent pas un niveau viable, une solution s'offre à la Chine : l'immigration. Les travailleurs immigrés ont été le moteur de la croissance économique chinoise de ces trois dernières décennies, et leur nombre est estimé à 291 millions d'individus – soit un tiers de la population¹³⁴. Un nombre croissant d'étudiants, d'expatriés, d'ouvriers et travailleurs peu qualifiés est présent sur le territoire chinois. Il faut noter que le marché des épouses, qui hélas ne s'essouffle pas, engendre des enfants de nationalité chinoise, mais métissés. Quel sera leur place en Chine - la population chinoise,

¹³¹ Jiayun Feng, "Surrogate motherhood and its critics", SupChina, 6 février 2017, disponible sur : <https://supchina.com/2017/02/06/surrogate-motherhood-critics/>

¹³² Leta Hong-Fincher, « Betraying Big Brother – the Feminist Awakening in China », Verso Books, London/New York, 2017, page 172.

¹³³ Leta Hong-fincher, "Leftover Women: The Resurgence of Gender Inequality in China", Zed Books, Londres, 2014.

¹³⁴ National Bureau of Statistics, "2019 Migrant Workers Monitoring Survey Report(2019 年农民工监测调查报告)", 30 avril 2020, disponible sur : http://www.stats.gov.cn/tjsj/zxfb/202004/t20200430_1742724.html

malgré une certaine tendance au nationalisme, à la xénophobie et au chauvinisme, tolèrera-t-elle les différences culturelles ainsi induites, pour sauvegarder son avenir ?

2. Les femmes, une variable déterminante.

Du discours du Mao « Les femmes soutiennent la moitié du ciel » au discours de Xi sur « de fortes valeurs familiales pour une société harmonieuse », le P.C.C. a oscillé, en l'espace de 70 ans, d'une utopie communiste rhétoriquement progressiste à un gouvernement conservateur répressif. Le fil rouge reste la volonté patriarcale de manipuler ces citoyennes à volonté, en fonction des besoins politiques. A partir de 1911, où la notion d'émancipation des femmes est revendiquée pour la première fois, celle-ci sera utilisée à plusieurs reprises au cours de l'histoire moderne chinoise, dans le but de mobiliser les femmes dans des périodes critiques, que ce soit pour l'effort de guerre, la croissance économique, ou la crise démographique. Les femmes chinoises ont marqué l'histoire du pays à travers les révolutions nationalistes de 1911 et 1919. Elles ont également suivi de 1979 à 2015 la politique de l'enfant unique comme un rempart à une surpopulation et à une famine potentielle. Enfin, elles ont activement participé à la croissance économique du pays dès 1949, mais aussi lors du Bond en Avant ou de la Révolution Culturelle.

L'avènement de la République Populaire de Chine en 1911 a pourtant été accompagné d'une révolution féministe majeure, dans le sillage des divers mouvements nationalistes révolutionnaires en opposition au régime impérial alors incarné par la dynastie des Qing. Après les guerres de l'opium des années 1839 à 1842, et 1856 à 1860, la guerre sino-japonaise des années 1894 à 1895, et enfin les attaques de Pékin en représailles à de la révolution des Boxers, la Chine est défaite, affaiblie et soumise à l'impérialisme euro-américain et japonais. Les révolutionnaires chinois d'alors, souhaitant se libérer de cette emprise, demandent l'expulsion des missionnaires et des diplomates étrangers, ainsi que l'annulation des traités inégaux de Nankin et Shimonoseki. Principalement composés d'intellectuels, ces mouvements présentent des revendications progressistes, inspirées des valeurs occidentales auxquelles ils ont été exposés lors de voyages à l'étranger : le nationalisme (comprendre ici, l'indépendance), la démocratie, mais aussi l'émancipation de la femme. Mais l'impérialisme économique subi a également un impact spécifique sur les femmes chinoises : l'importation de produits manufacturés a provoqué l'effondrement de l'économie artisanale des campagnes, notamment dans l'industrie du textile – une industrie soutenue exclusivement par des ouvrières : des femmes cantonnées à la vie domestique, et

dont la subsistance reposait sur leur mari et quelques activités comme la couture ou la broderie, poussant de nombreuses femmes à la prostitution¹³⁵. Ces conditions de vie indignent les femmes éduquées et bourgeoises de l'époque, dont certaines prendront alors une part active à la révolution et prôneront l'égalité femmes-hommes, grâce à l'écrivaine He Yin-Zhen qui a publié, à l'époque, de nombreux essais sur la place de la femme dans la société chinoise et les différentes oppressions qu'elles subissent dans son propre journal TianYi.

L'émancipation des femmes a évidemment aussi été défendue par des hommes révolutionnaires, comme Liang Qichao, qui estimaient que la condition des femmes « était une réflexion du niveau de développement social d'une nation », car une femme éduquée n'est plus une « pique-assiette » mais est « génératrice de richesses »¹³⁶. D'autres, comme Jin Tianhe, y voient aussi en elles une opportunité de renforcer les effectifs et la force du mouvement révolutionnaire engagé contre les forces étrangères hostiles et pour la survie de la nation¹³⁷. On constate que se sont développées des organisations militaires exclusivement féminines, qui ont vaillamment combattu, notamment à la bataille de Yangxia en 1911, engagement militaire le plus important de la révolution, notamment menée par la révolutionnaire Wu Shuqing (qui sera considérée comme la nouvelle Hua Mulan). Hélas, dès 1912, la nouvelle république de Chine imposera le démantèlement de ces unités.

EN fin de compte, cette nouvelle république de Chine décevra les révolutionnaires féministes chinoises. En effet, les hommes révolutionnaires revendiquaient sur quatre fronts : la pratique des pieds bandés, l'accès à l'éducation, l'accès au travail et la participation politique. Bien que la pratique des pieds bandés ait été interdite en 1912, et que la République de Chine puisse revendiquer une certaine avance en matière de droits de la femme lorsque comparée au reste du monde de l'époque, les intellectuels chinois ne manifestent pas un intérêt particulier aux causes défendues par leurs homologues féminines. Les féministes chinoises seront même réprimées par le président Yuan Shikai en 1913 lorsqu'elles revendiqueront pour elles le droit de vote.

Pour autant, cette déception ne sera pas uniquement vécue par les femmes. En effet, beaucoup estiment, au-delà des cercles féministes, que la réponse du gouvernement Yuan à

¹³⁵ Dorothy Ko, Rebecca E.Karl, Lydia H.Liu, "The Birth of Chinese Feminism - Essential Texts in Transnational Theory", Columbia University Press, New York, 2013, page 32.

¹³⁶ Shen Yifei, "Feminism in China An Analysis of Advocates, Debates, and Strategies"

¹³⁷ Ibid.

l'impérialisme japonais est trop faible lorsqu'est signé en 1915 le Traité des Vingt-et-une Demandes, visant à étendre le contrôle du Japon sur la Chine, puis encore le Traité de Versailles en 1919, qui transfère les droits de cession allemands sur le Shandong à l'empire du Japon. Le 4 mai 1919, plus de 3.000 étudiants se rassemblent sur la place Tiananmen afin de contester la ratification du Traité de Versailles, mais également pour promouvoir la révolution culturelle à travers l'émancipation des femmes. Indirectement, ces étudiants remettent en cause les traditions confucéennes parce qu'elles fragiliseraient le pays en réduisant la femme à un objet domestique, alors qu'elles pourraient servir activement la nation. Ici encore, le mouvement est majoritairement masculin, bien que les femmes mobilisées soient là plus nombreuses qu'en 1911. Il n'est donc pas surprenant qu'ils utilisent alors pour leur compte les sempiternels arguments misogynes sensés militer pour l'égalité femmes-hommes : rendre la nation plus forte et plus riche, enfanter pour permettre l'avènement de générations plus éduquées et érudites¹³⁸. Pour eux, l'émancipation de la femme n'est qu'un moyen de soutenir l'effort de guerre, et non un droit humain.

En synthèse, ces mouvements révolutionnaires ont permis d'amorcer un changement culturel et politique majeur, et ont initié une tendance plus générale et profonde. Alors que depuis 1911, les améliorations de qualité de vie, y compris un meilleur accès à l'éducation et aux sphères politiques, ne concernait que les femmes bourgeoises des villes, ce n'est qu'après 1949 que des réformes féministes ont impacté de manière générale la vie des femmes.

En effet, l'année 1949 a marqué la naissance de la République Populaire de Chine et avec elle, une vision progressiste à la chinoise. Malgré le nombre réduit de femmes adhérentes au Parti (530.000 sur 4,49 millions¹³⁹), elles accèdent néanmoins à des postes de pouvoir au sein d'un gouvernement en pleine construction. Elles ont leur propre organe affilié au Parti, la All-China Democratic Federation qui, à l'époque, est en charge de projet de transformation. La première réalisation de cet organe : l'élaboration de la première loi adoptée par l'état socialiste, la Loi sur le Mariage. Cette loi, pilier de l'égalité d'état femmes-hommes, démantèle le mariage arrangé et le mariage précoce, et institue la liberté de mariage et de divorce, ainsi qu'un droit de propriété. Cette période marque l'avènement de l'alphabétisation, de l'emploi et de la participation politique des femmes. Elles accroissent la force de travail, dans l'effort de restructuration de l'économie dans les

¹³⁸ Li Yuhui, "Women's Movement and Change of Women's Status in China", *Journal of International Women's Studies*, 1(1), 2000, pages 30-40.

¹³⁹ Wang Zheng, "Feminist Struggles in a Changing China", issu de l'ouvrage "Women's Movements in the Global Era - The Power of Local Feminisms" par Amrita Basu, Routledge, Londres, 2010.

premières années du pays : reconstruire les villes, développer l'économie industrielle, établir de nouvelles institutions et services sociaux¹⁴⁰. La mobilisation est si intense que dès 1953, l'économie ne peut absorber autant de main d'œuvre : les femmes sont alors rapidement évincées de ces émancipations, le pouvoir recourant à la promotion d'une épouse socialiste modèle qui assume ses « responsabilités domestiques »¹⁴¹. Malgré de réelles avancées légales et sociales en faveur des droits des femmes, l'entre-soi masculin et misogyne des cadres du parti relaie les fonctionnaires féminines, et avec elles les causes spécifiques aux femmes, au second rang. Mao Zedong, qui se présentait comme un fervent féministe, décevra aussi ses camarades, et ne réagira pas à cette situation : certaines fonctionnaires féministes qui insisteront sur l'importance des intérêts des femmes seront ainsi taxées de « bourgeoises » ou de « droitistes ». Le P.C.C. promouvait pourtant un féminisme marxiste, c'est-à-dire une libération des femmes serait indissociable d'une libération du prolétariat. Ce retour en arrière s'accompagne d'une opposition en masse des hommes chinois contre la Loi sur le Mariage, accompagnée d'une vague de féminicides contre les épouses qui cherchent à mettre fin à leur mariage. A l'évidence, le Parti a préféré conserver la stabilité politique et le soutien des hommes paysans au détriment de la liberté et la sécurité des femmes. De toute son histoire, le Parti n'aura jamais remis en question le modèle d'organisation de la société chinoise patriarcal, patrilocal et patrilinéaire – de facto un modèle misogyne.

Quelques années plus tard, en 1958, les femmes seront de nouveau réquisitionnées lors de campagnes massives pour le développement de l'industrie et de la technologie, dans le cadre du Bond en Avant. Cette période sera marquée par les « filles de fer (*Tie Guniang*) », des femmes grandes et fortes qui travaillent dans l'agriculture, les industries lourdes mais aussi dans la construction, et plus tard, dans l'armée. Elles deviennent un idéal féminin impulsé par le Parti : une femme aussi forte et déterminée qu'un homme. Représentées les cheveux courts et en tenue de travailleur en usine, le concept des « filles de fer » est une intéressante fusion du genre et de la modernisation¹⁴². De prime abord, cette campagne semble indiquer que le Parti est soucieux de l'égalité femmes-hommes, mais le message est tout autre : les femmes méritent d'être traitées comme des hommes car

¹⁴⁰ Li Yuhui, "Women's Movement and Change of Women's Status in China", *Journal of International Women's Studies*, 1(1), pages 30-40, disponible sur : <http://vc.bridgew.edu/jiws/vol1/iss1/3>

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² Meifang Zhang, Bing Liu, "Technology and gender: A case study on "iron girls" in China (1950s -1970s)", *Technology in Society*, 2015

elles sont aussi fortes et capables qu'eux. Cette conception est contestable pour deux raisons. Tout d'abord, elle nie aux femmes une identité de genre propre, et par extension elle nie la sexualité féminine : les femmes étaient représentées comme des individus de genre neutre (*zhōng xìng rén*)¹⁴³. Ensuite, induit une hiérarchisation des femmes : alors que les femmes robustes sont respectées, celles qui le sont moins seront toujours relayées au second plan. Alors que les femmes se mobilisent dans les usines et les champs, les tâches domestiques sont collectivisées par la création en nombre de crèches et de réfectoires – ces postes-ci ne seront occupés que par des femmes...

S'en suit, à partir de 1966, une purge des instances de pouvoir pour quiconque émettrait des critiques envers la personne de Mao ou sa politique : la Révolution Culturelle. Elle marque également l'arrêt des activités féministes de la ACWF, dont certaines représentantes ont été ostracisées. Les femmes qui ont exprimé leur déception à l'encontre du gouvernement Mao quant aux problématiques féminines sont humiliées, dont l'écrivaine Ding Ling et des dizaines d'autres défenseuses des droits des femmes. Des notions clés disparaissent du discours public durant cette période, et parmi elles la notion d'inégalité de genre. Celle-ci est assimilée, puis éclipsée par la lutte des classes, afin d'apaiser le conflit de valeur avec les traditions sexistes dans les zones rurales, et un endoctrinement qui étouffe les revendications féministes¹⁴⁴. Ce déni des notions clés persiste encore aujourd'hui, et le gouvernement de Xi Jinping ne prend plus la peine de présenter une rhétorique d'état féministe.

Le même schéma se reproduira dès 1978: les femmes seront remobilisées puis réévincées lors des réformes économiques libérales qu'organise alors le gouvernement Deng. Les entreprises d'état opérant dans une économie planifiée assuraient par défaut une certaine égalité de genre, grâce à la participation universelle à la main d'œuvre et l'accès à des services publics gratuits, services qui libèrent principalement les femmes de leur charge maternelle. A l'inverse, dans une économie de marché, les entreprises sont guidées par la recherche de profits : la concurrence s'installe entre entreprises (chinoises puis étrangères) et mais aussi entre les employés. Le gouvernement central ne contrôle plus exclusivement la vie économique du pays, et une partie du pouvoir bascule alors au niveau des provinces et des comtés. Cette période de transition a entraîné une difficulté à collecter des impôts,

¹⁴³ Wenqi Yang, Fei Yan, "The annihilation of femininity in Mao's China: Gender inequality of sent-down youth during the Cultural Revolution", *China Information*, 2017, Volume: 31 issue: 1, pages: 63-83

¹⁴⁴ Wenqi Yang, Fei Yan, "The annihilation of femininity in Mao's China: Gender inequality of sent-down youth during the Cultural Revolution", *China Information*, 2017, Volume: 31 issue: 1, pages: 63-83

réduisant l'accès aux services publics¹⁴⁵. Les retombées d'une transition économique aussi drastique ont impacté principalement les femmes urbaines chinoise. C'est très justement la situation que l'A.C.W.F. souhaitait éviter¹⁴⁶. Après un hiatus de dix ans, les dirigeantes, au cours de leurs dernières années de mandat, ont organisé des conférences nationales sur ce thème, exposant les nombreux problèmes qu'engendrerait la libéralisation du marché pour les femmes chinoises. Elles ont insisté sur la théorie marxiste de la libération des femmes (qui serait basée sur la production sociale dont elles sont responsables) afin de désamorcer les pressions masculinistes, qui recommande avec insistance le retour de la femme aux foyers pour contrer un taux de chômage toujours plus élevé. L'idée ne les a pas quittées.

Conclusion

L'Histoire a prouvé que les femmes chinoises, aidées ou réprimées à dessein, restent seules face à un patriarcat persistant. Comme le constate Judith Stacey : "Le patriarcat confucéen a été remplacé d'abord par un nouveau patriarcat démocratique, puis un socialisme patriarcal" ¹⁴⁷. L'inquiétude, quant à cette crise démographique en cours, est qu'en plus d'un pouvoir d'influence de la part du Parti, et l'apparente indifférence des hommes chinois à leurs sorts, s'ajoute une pression juridique que l'Etat pourrait utiliser. En effet, est inscrit dans la Constitution depuis 1982, que « le mari et la femme ont le devoir se soumettre à l'exercice de la planification des naissances ». Ce cadre juridique pourrait être soutenu grâce au développement de nouvelles technologies de contrôle et de surveillance. Le système du crédit social est actuellement en cours d'installation, et pourtant il n'y a encore aucune visibilité sur les infractions et le nombre de points déduits à chacune, quel est le seuil de points qui interdit l'accès à certains services, quelle procédure pour justifier une mauvaise note à un individu. Le contrôle du Parti sur sa population sera inégalé, et l'idée que le gouvernement Xi utilise ces outils pour assurer un taux de natalité suffisant ne paraît pas extravagant : une femme de plus de 27 ans sans enfant pourrait être pénalisée. Elles seraient

¹⁴⁵ Hong Guo, Regina Saskatchewan, "The impacts of the economic reform on women in China", Thèse réalisée dans le cadre d'un diplôme de master des arts dans les études sociales, août 1997, Université de Regina, Canada.

¹⁴⁶ Wang Zheng, "Feminist Struggles in a Changing China", issu de l'ouvrage "Women's Movements in the Global Era - The Power of Local Feminisms" par Amrita Basu, Routledge, Londres, 2010.

¹⁴⁷ Judith Stacey, "Patriarchy and Socialist Revolution in China", University of California Press, Berkeley, 1983, page 183.

vouées à payer le prix de l'incapacité de la Chine à prendre ses responsabilités pour les changements radicaux qu'elle a provoqué et l'inconsistance idéologique du Parti.

Paradoxalement, le Parti souhaite montrer à la sphère internationale qu'il s'engage pour l'égalité femmes-hommes. Depuis sa volonté de s'inscrire comme grande puissance dans la sphère internationale, la Chine présente « une réaffirmation des droits des femmes comme un élément essentiel des droits humains »¹⁴⁸. Elle va adhérer aux principes internationaux de l'Organisation des Nations Unies et incorporer ces valeurs dans son dispositif législatif. A partir de la ratification de la CEDAW (Committee on the Elimination of Discrimination Against Women) en 1983, plusieurs lois et amendements sont votées en faveur de l'égalité de droits dans les domaines culturels, politiques, au travail, de propriété. Sans renoncer à la politique de l'enfant unique encore en vigueur, la Chine tente de faire bonne figure en interdisant l'avortement sélectif et lance la campagne « chérir les filles » dans l'espoir de limiter le nombre d'abandons et meurtre de filles.

Dans les faits, pourtant, rien ne semble changer pour les femmes. Par exemple, l'accès à l'éducation est gratuit pour les filles et les garçons depuis 1949, l'accès à l'université dépend toujours des moyens des parents (et d'un biais en faveur du fils si la famille a deux enfants). En 2008 sont votées les lois sur la promotion de l'emploi et sur le contrat de travail : aujourd'hui beaucoup de femmes enceintes sont toujours renvoyées lorsqu'elles tombent enceinte. Dans ce corpus législatif, on retrouve la notion de qualité (*suzhi*) en 1992, au sein de la loi sur la protection des droits et des intérêts des femmes. Elle démontre une conception unique de l'émancipation féminine, celle de s'élever et s'épanouir pour le progrès et l'avancement du pays. Alors que les militantes féministes dénoncent les formations « des femmes de la nouvelle ère », la Chine paraît avoir préparé son offensive idéologique.

La résistance des femmes chinoises, militantes ou non, compromet grandement les espoirs de la Chine d'atteindre les 20 millions de naissances par ans nécessaire à l'endiguement de la gray wave. Méfiantes des instances étatiques et conscientes du sacrifice qu'est la vie de famille, les jeunes femmes diplômées apprécient grandement leur indépendance financière et les libertés qu'elles ne cessent de réclamer depuis 1911 ; et les militantes féministes se battent pour préserver ces acquis. Elles se mobilisent également pour les femmes moins privilégiées qu'elles comme les ouvrières, employées de maison, travailleuses du sexe. Elles

¹⁴⁸ Tania Angeloff, Marylène Lieber, « Vous avez dit égalité ? - Le féminisme chinois après trente ans de réformes », 2012, Perspectives chinoises 2012/4

ont partagé des stratégies et discours, ont organisé des évènements ensemble : elles démontrent que les causes féministes ne sont pas des problématiques bourgeoises mais bien une lutte contre l'exploitation patriarcale. Elles présentent leur activisme comme intersectionnel de la classe et du genre dans un pays postsocialiste : cette nouvelle génération de féministes entre bien dans la lignée de leurs prédécesseures, fortes d'une unité féminine des ville et des campagnes.

Bibliographie

Livres

Hong-Finscher Leta, “Betraying Big Brother – The Feminist Awakening in China”, Verso, Londres/New York, 2018, page 128

Hong-Finscher Leta, “Leftover Women: The Resurgence of Gender Inequality in China”, 2014, London/New York, Zed Books.

Ko Dorothy, Karl Rebecca E., Lydia H.Liu, “The Birth of Chinese Feminism - Essential Texts in Transnational Theory”, Columbia University Press, New York, 2013, page 32

Lavin Maud, Ling Yang, Jing Jamie Zhao, “Boys’ Love, Cosplay, and Androgynous Idols Queer Fan Cultures in Mainland China, Hong Kong, and Taiwan”, 1st ed., Hong Kong University Press, 2017.

Paola Voci, “*China on Video: Smaller-Screen Realities*”, Routledge, 2010.

Stacey Judith, “Patriarchy and Socialist Revolution in China”, University of California Press, Berkeley, 1983, page 183.

Yang Wenqi, Fei Yan, “The annihilation of femininity in Mao’s China: Gender inequality of sent-down youth during the Cultural Revolution”, China Information, 2017, Volume: 31 issue: 1, pages: 63-83

Wang Zheng, “Feminist Struggles in a Changing China”, issu de l’ouvrage “Women's Movements in the Global Era - The Power of Local Feminisms” par Amrita Basu, Routledge, Londre, 2010

Zhang Meifang, Bing Liu, “Technology and gender: A case study on “iron girls” in China (1950s -1970s)”, Technology in Society, 2015

Articles Scientifiques

Angeloff Tania, Lieber Marylène, « Vous avez dit égalité ? - Le féminisme chinois après trente ans de réformes », 2012, Perspectives chinoises 2012/4

Gao Xiongya , “Women Existing for Men: Confucianism and Social Injustice against Women in China”, Race, Gender & Class, 2003, Vol. 10, No. 3, pp. 114-125

Hesketh Therese and Zhu Wei Xing, “Abnormal sex ratios in human populations: Causes and consequences”, Proceedings of the National Academy of Sciences, Sep 2006, Volume 103

Jacob Katrien, “Disorderly conduct: Feminist nudity in Chinese protest movements”, *Sexualities*, 19(7), 2015, pages 819–835.

LI Jun, LI Xiaoqin, “Media as a core political resource: the young feminist movements in China”, *Chinese Journal of Communication*, Volume 10, 2017, Pages 54-71

Li Yuhui, “Women’s Movement and Change of Women’s Status in China”, *Journal of International Women's Studies*, 1(1), 2000, pages 30-40.

Megarry Jessica, “Online incivility or sexual harassment? Conceptualizing women's experiences in the digital age”, *Women's Studies International Forum*, Volume 47, Part A, November–December 2014, Pages 46-55

Qi Wang, “Young Feminist Activists in Present-Day China - A New Feminist Generation?”, *China Perspectives*, Numéro 2018/3, Pages 59-68.

Shen Yifei, “Feminism in China An Analysis of Advocates, Debates, and Strategies”

Thornham Sue, Feng Pengpeng, “Just a Slogan”, *Feminist Media Studies*, 10:2, 2010, pages 195-211

Wang Bin, Driscoll Catherine, “Chinese feminists on social media: articulating different voices, building strategic alliances”, *Continuum* 33(1), October 2018, pages 1-15

Wei Wei « Street, Behavior, Art : Advocating gender rights and the innovation of a social movement repertoire”, *Chinese Journal of Sociology*, Volume I (2), 2015, pages 279-304

Yang Wenqi, Fei Yan, “The annihilation of femininity in Mao’s China: Gender inequality of sent-down youth during the Cultural Revolution”, 2017, *China Information*, 31(1), pages 63–83.

Yu Xie, Yongai Jin, “Household Wealth in China”, *Chinese Sociological Review*, 47(3), 2015, pages 203–229.

Zheng Wang, “Feminist Struggles in a Changing China”, du recueil ” Women's Movements in the Global Era The Power of Local Feminisms”, 2018, page 167

Zheng Wang, « Detention of the Feminist Five in China”, *Feminist Studies*, Vol. 41, No. 2 (2015), pp. 476-482.

Rapports

A.C.W.F. and NBS, “Main Data Report on the Third Survey on Social Status of Chinese Women”, 2010

China Labour Bulletin, « The sexual harassment of women factory workers in Guangzhou (广州女工性骚扰调研报告) », décembre 2013, disponible sur :

<https://clbchinese.org/uploads/reports/xiangyanghua-diaocha.pdf>

Division Asie de Human Rights Watch, ““Only Men Need Apply” - Gender Discrimination in Job Advertisements in China”, 23 Avril 2018, disponible sur :

<https://www.hrw.org/report/2018/04/23/only-men-need-apply/gender-discrimination-job-advertisements-china>

Fulu, E., Warner, X., Miedema, S., Jewkes, R., Roselli, T. and Lang, J. “*Why Do Some Men Use Violence Against Women and How Can We Prevent It? Quantitative Findings from the United Nations Multi-country Study on Men and Violence in Asia and the Pacific*”, 2013, UNDP, UNFPA, UN Women and UNV.

GuangZhou Gender Education Center, “A report on Sexual Harassment on Chinese College Campus”, Octobre 2016, disponible sur :

<https://mp.weixin.qq.com/s/dcUTEFKX8SNkKg0RHda61Q>

Jiang Yue, “Head of Division of Women’s Interest and Right”, All-China Women’s Federation, 2011, disponible sur

http://www.humanrights.cn/cn/zt/qita/rqzz/2011/6/t20120111_838287.htm.

National Bureau of Statistics, “2019 Migrant Workers Monitoring Survey Report(2019 年农民工监测调查报告)”, 30 avril 2020, disponible sur :

http://www.stats.gov.cn/tjsj/zxfb/202004/t20200430_1742724.html

Pabon John, Shine He, Ana Chiu, Charleen Tong, “Women in Factories China”, bsr.org, Septembre 2015, disponible sur:

https://www.bsr.org/reports/BSR_Women_in_Factories_China_2015.pdf

United Nations Development Programme, “Being LGBTI in China – A National Survey on Social Attitudes towards Sexual Orientation, Gender Identity and Gender Expression”, 2016.

U.S. State Department’s 2018 Trafficking in Persons Report, disponible sur :

<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/01/282798.pdf>

Articles en ligne

Ai Ping, “Tough facts about rape in China”, ChinaDaily, 28 Juillet 2014, disponible sur : http://www.chinadaily.com.cn/opinion/2014-07/28/content_17942252.htm

Allen-Ebrahimian Bethany, “China Refuses to Admit It Has a Rape Problem. I Would Know.”, Foreign Policy, 25 octobre 2017, disponible sur : <https://foreignpolicy.com/2017/10/25/china-refuses-to-admit-it-has-a-rape-problem-i-would-know/>

Associated Press, “LGBT activists in China seek to change marriage civil code”, Business Insider, 29 novembre 2019, disponible sur : <https://www.businessinsider.fr/us/lgbt-activists-in-china-seek-to-change-marriage-civil-code-2019-11>

Beach Sophia, “Leaked speech shows Xi Jinping’s opposition to reform”, China Digital Times, 27 janvier 2013, disponible sur : <https://chinadigitaltimes.net/2013/01/leaked-speech-shows-xi-jinpings-opposition-to-reform/>

Beech Hannah, “Teenage Brides Trafficked to China Reveal Ordeal: ‘Ma, I’ve Been Sold’”, New York Times, 1è août 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/08/17/world/asia/china-bride-trafficking.html>

Chen Laurie, “Chinese parents spend up to US\$43,500 a year on after-school classes for their children”, South China Morning Post, 4 décembre 2018, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/2176377/chinese-parents-spend-us43500-year-after-school-classes-their>

China Labour Bulletin, « Strikes and protests by China’s workers soar to record heights in 2015”, 7 janvier 2016, disponible sur: <https://clb.org.hk/content/strikes-and-protests-china%E2%80%99s-workers-soar-record-heights-2015>

China Labour Bulletin, “Workers’ rights and labour relations in China”, 13 août 2020, disponible sur : <https://clb.org.hk/content/workers%E2%80%99-rights-and-labour-relations-china>

China Plus, “Couples are being offered benefits to have a second child”, China.org.cn, 19 juillet 2018, disponible sur : http://www.china.org.cn/china/2018-07/19/content_57792453.htm

Chowdhury Debasish Roy, “Deadly demographics: Women face grim odds in male-heavy societies like China, India”, South China Morning Post, 29 janvier 2013, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/article/1138110/deadly-demographics-women-face-grim-odds-male-heavy-societies-china-india>

Cummings Mike, “Study shows effects of Chinese divorce law on women’s wellbeing”, Yale News, 24 Janvier 2020, disponible sur : <https://news.yale.edu/2020/01/24/study-shows->

[effects-chinese-divorce-law-womens-wellbeing#:~:text=In%202011%2C%20China's%20Supreme%20Court,houses%20were%20considered%20joint%20property.](#)

Dubois Emmanuel, “Le système de crédit social : Comment la Chine évalue, récompense et punit sa population », Institut Thomas More, Juillet 2019, disponible sur : http://institut-thomas-more.org/2019/07/29/le-systeme-de-credit-social-%e2%80%a2-comment-la-chine-evalue-recompense-et-punit-sa-population/#_ftn1

Fan Yiyi, “In China, a Lawsuit Galvanizes the Transgender Rights Movement”, sixthstone.com, 19 juin 2020, disponible sur : <https://www.sixthtone.com/news/1005833/in-china%2C-a-lawsuit-galvanizes-the-transgender-rights-movement>

Feng Jiayun, “Surrogate motherhood and its critics”, SupChina, 6 février 2017, disponible sur : <https://supchina.com/2017/02/06/surrogate-motherhood-critics/>

Feng Jiayun, “Hard times for feminists in China”, SupChina, 8 mars 2017, disponible sur : <https://supchina.com/2017/03/08/hard-times-feminists-china/>

Gan Nectar, “Outrage as Chinese woman tells of police, hotel staff’s inaction after dramatic near-abduction in Beijing hotel”, South China Morning Post, 6 avril 2016, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/1933961/outrage-chinese-woman-tells-police-hotel-staffs-inaction-after>

Gao Helen, “‘Little Fresh Meat’ and the Changing Face of Masculinity in China”, New York Times, 12 juin 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/06/12/opinion/little-fresh-meat-china.html>

Gunia Amy, “A Shortage of Women in China Has Led to the Trafficking of ‘Brides’ From Myanmar, Says a Report”, Times, 21 mars 2019, disponible sur : <https://time.com/5555695/china-women-trafficking-myanmar/>

Haas Benjamin, « Anger as Chinese media claim harassment is just a western problem », The Guardian, 1^{er} octobre 2017, disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/17/anger-as-chinese-media-claim-harassment-is-just-a-western-problem>

Hancock Tom, “China law puts foreign NGOs under tighter control”, Financial Times, 22 avril 2018, disponible sur : <https://www.ft.com/content/a61994da-3ec1-11e8-b7e0-52972418fec4>

Hernandez Javier C., “She’s on a #MeToo Mission in China, Battling Censors and Lawsuits”, New York Times, 4 janvier 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/01/04/world/asia/china-zhou-xiaoxuan-metoo.html>

Hong-Fincher Leta, “Women Under Xi Jinping 'Have Become More And More Oppressed””, Radio Free Asia, 26 octobre 2018, disponible sur : <https://www.rfa.org/english/women/oppresed-10262018123314.html>

Huang Joyce, “Public Resentment is Rising Over China’s Pension Crisis”, VOA News, 17 avril 2019, disponible sur : <https://www.voanews.com/east-asia/public-resentment-rising-over-chinas-pension-crisis>

HUI Elaine, “Effort to Form Union in China Meets Ferocious Repression”, labornotes.org, 25 septembre 2018, disponible sur : <https://www.labornotes.org/2018/09/effort-form-union-china-meets-ferocious-repression>

Jun Youngjoo, “Commentary: South Korea needs to face their not-so-hidden sexual abuse problems”, theaquinian.com, 8 avril 2020, disponible sur : <http://theaquinian.net/commentary-south-korea-needs-to-face-their-not-so-hidden-sexual-abuse-problems/>

Jung Chauncey, “With New Divorce Rule, China Further Pushes ‘Family Values’”, The Diplomat, 3 juin 2020, disponible sur : <https://thediplomat.com/2020/06/with-new-divorce-rule-china-further-pushes-family-values/#:~:text=China's%20divorce%20rate%20has%20been,decided%20to%20end%20their%20marriages.>

Lawyersforlawyers.org, “4th Anniversary of the ‘709 Crackdown’”, 9 juillet 2019, disponible sur : <https://lawyersforlawyers.org/en/4th-anniversary-of-the-709-crackdown/>

Li Cheng, “Status of China’s women leaders on the eve of 19th Party Congress”, Brookings, 30 mars 2017, disponible sur : <https://www.brookings.edu/opinions/status-of-chinas-women-leaders-on-the-eve-of-19th-party-congress/>

Liu Ming and Wang Yifan, “China's gender pay gap widens in 2018: Report”, China Daily, 07 Mars 2019, disponible sur : <https://www.chinadaily.com.cn/a/201903/07/WS5c80dc02a3106c65c34ed5dd.html>

Lu Shen, « Silenced at home, finding a voice overseas: China’s feminists cultivate the expatriate community”, South China Morning Post, 8 octobre 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3031924/silenced-home-finding-voice-overseas-chinas-feminists-cultivate>

Lu Shen, Cao Mengwen, « Thwarted at Home, Can China’s Feminists Rebuild a Movement Abroad?”, ChinaFile.com, 28 août 2019, disponible sur : <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/postcard/thwarted-home-can-chinas-feminists-rebuild-movement-abroad>

Mak Sophie, “China’s Hidden Epidemic: Domestic Violence”, The Diplomat, 06 Avril 2020, disponible sur : <https://thediplomat.com/2020/04/chinas-hidden-epidemic-domestic-violence/>

Mitchell Tom, “Xi’s China: Smothering dissent”, Financial Times, 27 juillet 2016, disponible sur : <https://www.ft.com/content/ccd94b46-4db5-11e6-88c5-db83e98a590a>

Ni Dandan, « China’s hidden crisis : a growing elder care gap”, Sixth Tone, 18 août 2020, disponible sur : <http://www.sixthtone.com/news/1006061/chinas-hidden-crisis-a-growing-elder-care-gap>

Ning Hong, Li Olivie, “L’avocate la plus courageuse de Chine décrit la torture inhumaine dans les prisons chinoises“, The Epoch Times, 18 novembre 2019, disponible sur : <https://fr.theepochtimes.com/lavocate-plus-courageuse-de-chine-decrit-torture-inhumaine-prisons-chinoises-1117322.html>

Parkinson Justin, “Five numbers that sum up China's one-child policy”, BBC, 29 octobre 2017, disponible sur : <https://www.bbc.com/news/magazine-34666440>

Phillips Tom, “Singing Xi's praises: chorus of Chinese pop songs celebrate president”, The Guardian, 30 mars 2016, disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2016/mar/30/xi-jinping-chorus-of-chinese-pop-songs-celebrate-president>

Osnos Evan , “A Landmark Domestic-Violence Case in China”, the Newyorker, 5 février 2013, disponible sur : <https://www.newyorker.com/news/evan-osnos/a-landmark-domestic-violence-case-in-china>

Rauhala Emily, “‘Hold in your belly . . . legs together’: Chinese college teaches female students to be ‘perfect’”, Washington Post, 25 juin 2018, disponible sur : https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/hold-in-your-belly--legs-together-chinese-college-teaches-female-students-to-be-perfect/2018/06/25/c0e1205e-6a21-11e8-bbc5-dc9f3634fa0a_story.html#comments-wrapper

Reality Check, “Reality Check: Does China's Communist Party have a woman problem?”, bbc.com, 25 Octobre 2017, disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-asia-41652487>

Shi Qianhui, « Discrimination faced by women in the workplace: signing a childbirth agreement, different pay for equal work, difficulty in getting promoted », 06 Juillet 2019, disponible sur : https://xw.qq.com/partner/hwbrowser/20190706A0CUMZ/20190706A0CUMZ00?ADTAG=hwb&pgv_ref=hwb&appid=hwbrowser&ctype=news

Stevenson Alexandra, Chen Chen “In China, Working Mothers Say They Are Fired or Sidelined”, 1 Novembre 2019, disponible sur :

<https://www.nytimes.com/2019/11/01/business/china-mothers-discrimination-working-.html>

Tang Franck, “China’s workforce saving more for retirement amid concerns about state pension, survey finds”, South China Morning Post, 20 septembre 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3028138/chinas-workforce-saving-more-retirement-amid-concerns-about>

Uncover, “She Bought 100 Masks for the Sanitation Workers”, février 2020, disponible sur : <https://uncoverinitiative.home.blog/2020/02/20/issue-2/>

Wee Sui-Lee, Li Yuan, “They Said #MeToo. Now They Are Being Sued.”, New York Times, 26 décembre 2019, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2019/12/26/business/china-sexual-harassment-metoo.html>

Xi Dongqi, “Continuous Effort is Needed to Eliminate Gender Discrimination in Employment”, People’s Political Consultative Daily, 3 Mars 2015, disponible sur : http://news.xinhuanet.com/politics/2015-03/03/c_127535710.htm

Xinhua News, “Underage victims of sexual assault struggle to be heard in China”, globaltimes.cn, 13 juin 2016, disponible sur : <https://www.globaltimes.cn/content/988057.shtml>

Xinhua News Agency, «Xinhua News Agency investigates "feminization of boys' growth" education bias», 31 Mai 2017, disponible sur : <http://edu.sina.com.cn/zxx/2017-05-31/doc-ifyfuvpm6843004.shtml>

Yu Sun, Liu Xinning, “China’s private nursing homes out of reach for most of elderly”, Financial Times, 6 janvier 2020, disponible sur : <https://www.ft.com/content/6c49c46e-14bc-11ea-9ee4-11f260415385>

Yan Alice, “Millions of children in China ‘victims of sexual assault’”, South China Morning Post, 31 mai 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3012658/millions-children-china-victims-sexual-assault>

Yang Hao, “China’s Domestic Violence Law Turns Four”, The Asia Foundation, 1er avril 2020, disponible sur: <https://asiafoundation.org/2020/04/01/chinas-domestic-violence-law-turns-four/>

Yang Yao, “Pay gap still wide between men and women despite improvements”, le 13 mars 2015, disponible sur : https://usa.chinadaily.com.cn/epaper/2015-03/13/content_19803414.htm

Yuan Yang, Feng Emily, “Sexual harassment cases trigger China student protests”, Financial Times, 24 avril 2018, disponible sur : <https://www.ft.com/content/48392576-4784-11e8-8ee8-cae73aab7ccb>

Zheng Churan, “The Success of China’s Anti-Sexual Harassment Campaign (我是搗蛋鬼, 不是螺絲釘：中國女權行動派的聲音)”, medium.com, le 12 février 2018, traduction disponible sur : <https://medium.com/@cfeministcollective/the-success-of-chinas-anti-sexual-harassment-campaign-98b7a808802d>

Documentaires

Wang Nanfu, “One Child Nation”, 2019.

Site Internet

« 2,600 pages, the most complete historical record of Mi Rabbit in China » (“2600 页, 中国米兔最全历史记录”), disponible sur : <https://terminus2049.github.io/archive/2019/08/26/metoo-in-china-archives.html>

Thèses

Guo Hong, Saskatchewan Regina, “The impacts of the economic reform on women in China”, Thèse réalisée dans le cadre d’un diplôme de master des arts dans les études sociales, août 1997, Université de Regina, Canada

Tyler A. Caple, “Rice Bunnies in China’s #MeToo : discussion of a feminist movement under censorship”, thèse réalisée dans le cadre d’un diplôme en arts dans les relations internationales, 2019, Université du Mississippi.

Extraits vidéo

Interview de Huang Xueqin, “#MeToo: Speaking out against sexual harassment in China”, YouTube.com, 11 December 2017, disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=jVZkpjjQROU>

“Shanghai Metro 'dress code' warning sparks debate”, extrait vidéo de l’émission BBC News du 26 juin 2012, disponible ici : <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-18589737>